



le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°726 JEUDI 17 NOVEMBRE 1988 10,00 F

SALARIÉS



SYNDICATS



LA FRACTURE ?

Editorial

La semaine dernière aura été dominée par les élections aux Etats-Unis. Les médias s'y sont rués comme des gorrets dans la boue. Et je t'envoie un envoyé spécial à Los-Angeles, et moi à Washington, et un correspondant à Huston... Nuît spéciale élections à la télévision ! Débauche de moyens, volonté de créer un événement avec du suspens et tout et tout, là où tout était pourtant joué. Ils n'auront pas hésité à nous arroser pour qu'on y croit. A la belle démocratie que voilà ! Dis, c'est ça l'avenir ? Bush, pâle imitation de Reagan, terrassant à force de coup bas l'adversaire démocrate, Dukakis, un peu moins conservateur, mais tout aussi libéral. A ce jeu, 50% d'Américains ne jouent plus. Ils s'abstiennent. Le président du pays le plus puissant du monde est élu par un peu moins du quart des citoyens. Les campagnes électorales délirantes, l'absence d'alternative socio-politique, des discours répétitifs sont autant d'éléments qui pous-

sent les citoyens des Etats-Unis à l'abstention en masse. Et cette attitude de rejet de la langue de bois politique semble faire des émules en Europe. La France, lors de ses deux dernières consultations, ne le dément pas.

Mais l'hexagone fait bien les choses : même lorsqu'il reçoit le couple royal d'une île voisine. A moins de deux mois de 1989, la république aura reçu les héritiers du trône britannique dans le faste : paradoxes de l'histoire. Un gouvernement socialiste légifère sur la précarité, propose l'amendement Coluche, et dilapide les deniers publics — notre argent — avec les représentants du système politique le plus éculé et méprisant qui soit : la monarchie.

Il y a la France qui reçoit les rois, celle qui boude les urnes. Et celle qui lutte. Après les postiers lillois, ce sont encore et toujours les chauffeurs de camion PTT qui, malgré la division syndicale, imposent à Quilès une lutte dure. De Valenciennes à Marseille en passant par Lyon, les salariés des sociétés de transports municipaux revendiquent fort : pas de la monnaie, de 1 000 F à 1 500 F d'augmentation, et des embauches !

Nous assistons à une suite ininterrompue de conflits où les confédérations ont une attitude paradoxale : la CGT essaie de coller à la base, de surenchérir, pour rester à la pointe du combat. La CFDT, jouant la centrale responsable essaie d'éteindre le feu là où l'incendie risque d'embraser Fonction publique et le reste. Et pendant que les états-majors avancent leurs pièces, on a l'impression que les salariés questionnent l'utilité des syndicats. A quoi peuvent servir des organisations nées pour nous défendre, et qui signent des accords sans nous demander notre avis, voire contre notre avis ? (voir la lutte des infirmières).

Pour l'instant, l'attitude des syndicats dominants a réussi à contenir la poussée sociale. Edmond a rendu service à Michel et à François. Mais le jeu des syndicats est risqué pour leur avenir. Les salariés ont la mémoire des trahisons. Les anarchistes feront ce qu'ils pourront pour préserver cette mémoire. Mieux, ils posent la question dès aujourd'hui : ne faut-il pas construire un outil nouveau pour défendre nos intérêts de classe, adapté aux exigences nées des dernières luttes ?

communiqués éditions

• CHARTRES

Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tient une permanence mensuelle le deuxième mercredi de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h 30, au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait, à Chartres.

• AUBENAS

Le groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste organise, le jeudi 10 novembre 1988, à 21 h, au cinéma « Le Navire » une grande soirée. Au programme : musique chilienne, avec Fernando et Pierre ; projection du film de B. Baissat, « Aux quatre coins du Canard » ; débats, table de presse. Nous ne nous quitterons pas sans trinquer ensemble, entrée 40 F (boissons comprises).

• RENNES

Les groupes de la Fédération anarchiste et de la CLÉA de Rennes organisent, le mercredi 30 novembre, à partir de 18 h 30, à la Maison du Champ-de-Mars, une réunion-débat non-stop sur le thème : « J'irai pas à l'armée ». De l'objection à l'insoumission en passant par la militarisation de la société, tous les sujets y seront passés en revue.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent une exposition de peintures libertaires : « Armant-Yano » du 3 au 24 décembre, au cercle Jean-Rostand (rue Montebello, à Toulon). Vernissage samedi 3 décembre à 15 h. Ouvert les mercredis, samedis, dimanches (de 15 h à 18 h 30), entrée libre.

• DIEPPE

Un groupe est en formation sur Dieppe. Nous appelons les libertaires de la région à prendre contact avec le groupe de Rouen qui transmettra (CES, 24, rue de Crosnes, 76000 Rouen).

• FOUGÈRES

Il est possible de prendre contact avec la liaison Fougères en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

• LILLE

Ecoles parallèles, collectifs parents-enfants, réseaux d'enseignements mutuels... Catherine Baker (auteur du livre « Les cahiers au feu ») nous emmène sur les chemins buissonniers d'une éducation différente le samedi 3 décembre, à 15 h, au Centre culturel Benoît-Brouchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, Lille, métro Fives).

• TOULOUSE

Dans la série les anars vous invitent au cinéma, le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste propose une soirée cinéma antimilitariste au ciné-club le Cratère (95, grande rue Saint-Michel), le jeudi 10 novembre, à 20 h. Au programme : « La chair à canon », de B. Duffort et M. Van Zek, et « Avoir 20 ans dans les Aurès », de R. Vautier.

• EVRY

La liaison d'Evry assure une vente du « Monde libertaire » chaque vendredi entre 17 h et 19 h à la gare d'Evry.

• « GRAFFITI »

Le numéro 5 d'octobre 1988 de « Graffiti », journal du groupe « Humeurs Noires » de Lille, est paru. Il est disponible au prix de 3 F à la librairie du Monde libertaire.



Editions du Monde libertaire

Les éditions du Monde libertaire viennent de sortir deux nouveaux titres :
• Camillo Berneri, « OEuvres choisies » à 120 F ;
• Maurice Joyeux, « Sous les plis du drapeau noir », (le tome II de « Souvenirs d'un anarchiste ») à 120 F.
On peut se procurer ces ouvrages à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amelot, 75011 Paris, ou bien les commander par correspondance (prévoir un supplément de 10,90 F dans ce cas-là).

Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

AUTOCOLLANTS

Deux autocollants « Anarchie » et « Anarchisme » imprimés en deux couleurs (rouge et noir) sont disponibles aux prix de : 2 F l'unité, 1 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Deux autocollants « Louise Michel » et « Humeurs Noires » sont disponibles (en noir et mauve) aux prix de : 1 F l'unité, 0,80 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Vous pouvez vous les procurer à la librairie du Monde libertaire et auprès du groupe « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Bareuil (chèque à l'ordre d'ALDIR).

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS
Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.
Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE

Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-Vanzetti » de Chelles : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

Orne
Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Arcueil : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.

Yvelines

Liaison « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.

Hauts-de-Seine

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

Val-d'Oise

Groupe « Haro » d'Argenteuil : permanences tous les premiers dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.

Groupe de Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charentes-Maritimes : Rochefort/Marenne — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartre — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz, Thionville — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Rouen, Le Havre — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°..... (inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

FONT & VAL
LAGOUTURE
2 décembre / 20h / La Mutualité.

Gala de soutien
Réservation immédiate
Publico : 145, rue Amelot
M^e République - Tél. : 48.05.34.08
Places : 100 F (carte R.L. : 70 F.)

Libertaire 89.4
LA VOIX SANS MAÎTRE

Cycle de cours sur l'anarchisme

La Commission propagande des Relations Intérieures organise une série de cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

- le 22 novembre : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'intervention et pratiques libertaires de l'action directe ;
- le 29 novembre : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ;
- le 6 décembre : « Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ? », l'action au quotidien.

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (métro Blanche).

Fédération anarchiste

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Lutes : Coordinations et syndicats, PTT, La CFDT s'adapte, Accords salariaux — PAGE 4, LUTTES : La CGT et les coordinations, PTT, Prisons, En bref — PAGE 5, Société : L'avortement en question, Humeur — PAGE 6, Société : Défendre la tolérance, L'ozone, Jussieu, Urbanisme — PAGE 7, Dans le monde : Les élections américaines, L'héritage Reagan — PAGE 8, Dans le monde : Nouvelle-Calédonie, Hongrie — PAGE 9, Informations internationales : Etats-Unis, Espagne, Italie — PAGE 10, Expressions : Gala de Radio-Libertaire, Exposition, la Révolution française sur Radio-Libertaire — PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Exposition, Sélection de programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Arguments : La notion de lutte de classes en France.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^e République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

GRÈVES AUX PTT C'est pas fini !

Au moment où le ministre Quilès fait preuve d'optimisme en annonçant la reprise du travail, en fait rien n'est réglé et la marmite continue à bouillir, les fédérations syndicales jouent un rôle d'auxiliaires du ministère en préconisant la reprise du travail, prenant ainsi le risque d'un désaveu massif de leur base... et de la poursuite de l'action sous l'impulsion des coordinations.

Pour couronner le tout, la signature d'un accord salarial est en bonne voie à la Fonction publique. C'est au moment où la question des salaires devient primordiale pour les personnels, que les syndicats se laissent aller à signer leur premier accord depuis 1983, mais sans rattraper ce qu'on a perdu depuis cette date.

LEGRAND

L E service des postes parisiennes paralysé pendant quinze jours (pour l'instant) sans que l'on puisse dénombrer les grévistes, c'est ce qui s'est produit avec le mouvement des conducteurs des camions PTT.

Pour protester contre le projet de privatisation de certaines lignes de transport de Paris, venant compléter la privatisation datant de plus de trois ans de la plupart des liaisons de province et de banlieue, des chauffeurs imaginèrent de mélanger

les trousseaux de clés des quelques deux cents camions du dépôt aussitôt après la prise de service. Le temps de s'y retrouver et il était l'heure de débaucher...

Pour éviter la généralisation de ce procédé à tous les garages, l'administration décidait alors... de confisquer les clés. C'est ainsi que s'est étendue sans coup férir une grève générale sans grévistes ! Aussitôt le mouvement s'est durci avec l'occupation des garages et l'utilisation des véhicules pour bloquer les

accès des centres de tri et empêcher ainsi le transport du courrier assuré par des camions des privés affrétés par la Poste.

Une fois le courrier bloqué, toute une série de personnel s'est retrouvée en « chômage technique ». Les préposés de la distribution se sont mobilisés en grand nombre pour empêcher le déversement du courrier par le privé, et la plupart des bureaux parisiens ont ainsi fonctionné au ralenti, ne distribuant ainsi que la presse quotidienne qui continuait à être livrée par les NMPP et le courrier provenant de l'arrondissement.

Du coup, avec le travail qui manque, les préposés ont passé beaucoup de temps à discuter, à débattre de leurs revendications, à exprimer leur solidarité. Quand le courrier en retard va se déverser, la distribution pourrait bien alors prendre le relais.

LEGRAND

La CFDT s'adapte... aux injonctions ministérielles



Ils vont signer « ça » ?

T ROISIÈME tour des négociations salariales dans la Fonction publique : Dura-four peut raisonnablement espérer la signature des syndicats de la « Convergence », à l'exception de la CGC qui n'apprécie pas les augmentations uniformes qui privilégient les bas salaires.

Le bilan est pourtant maigre, mais il est à la hauteur des revendications posées par le cartel CFDT-FO-CFTC-FEN-FGAF : 2% en 1988 et 2,2% en 1989, à quoi s'ajoutent 2 points d'indice uniformes en janvier 1989 et un troisième un peu plus tard. Cela donne en tout une augmentation de 4,7% pour le salaire médian d'environ 6 000 F net. Cela situe la progression de la plupart des salaires au niveau du glissement des prix selon l'INSEE.

Mais les salariés auront-ils conscience d'avoir ainsi maintenu leur pouvoir d'achat ? Rien n'est moins sûr.

Les camionneurs des PTT ont montré qu'il était possible d'obtenir des améliorations substantielles sans pour autant toucher aux règles générales de la Fonction publique et aux fameuses « parités externes » qui imposent des correspondances entre carrières indiciaires d'un corps à l'autre. Au lieu de revendi-

quer des augmentations de salaires, on revendique un reclassement dans la catégorie supérieure et le tour est joué.

Le décalage s'accroît entre les revendications de la base et celles qu'acceptent de poser les organisations syndicales. Ceux qui sont les plus prompts à s'offusquer de la naissance des coordinations agissent exactement comme il faut pour que celles-ci se développent. Quand tous les syndicats, à l'exception de la CGT et de la CGC, auront signé cet accord salarial, cela fera une condition supplémentaire de réunie pour que les coordinations fleurissent dans tous les secteurs de la Fonction publique.

Et ils s'étonnent après cela de leur perte de crédibilité ! Pourtant ce n'est pas que les cahiers revendicatifs des fédérations soient en contradiction avec les aspirations des salariés. Ainsi la CFDT-PTT a-t-elle des revendications de reclassement indiciaires qui sont bien au-delà de ce qu'on demandait les chauffeurs. Mais entre les textes de congrès et les possibilités du moment, vous comprenez, il y a la conjoncture, il y a le réalisme...

LEGRAND

O N peut donc agir efficacement sans se mettre en grève ! C'est Edmond Maire qui doit être content ! Eh bien pas du tout. Les structures de la CFDT ont très peu goûté la plaisanterie. Certains responsables ont même attendu plus de 10 jours avant d'admettre qu'il existait un mouvement qui mobilisait une large majorité du personnel.

La fédération CFDT-PTT n'a accepté de participer aux négociations que dans une optique de reprise du travail le plus vite possible. C'est elle qui a imaginé le compromis de réactivation d'un grade en voie de disparition pour donner à moitié satisfaction aux revendications de reclassement indiciaire. C'est Maire lui-même qui est allé frapper à la porte de Rocard un week-end pour lui demander de faire cette concession, le ministre Quilès s'inclinant alors.

Mais au passage on a oublié quand même les revendications portant sur la réintégration dans le service public des activités récemment privatisées. Avoir obtenu l'abandon du projet de privatisation sur Paris n'est pas suffisant et les chauffeurs ont raison de continuer.

Non contents de préconiser la reprise du travail, les militants de la fédération ont cherché à empêcher la tenue d'une assemblée générale des grévistes, puis la tenue d'une consultation générale à bulletins secrets. Ensuite, ils ont joué la division en faisant reprendre le travail dans les deux garages sur sept qui ont voté majoritairement pour la reprise (l'un à 72%, mais l'autre à 51%), en espérant que le mouvement de reprise ferait boule de neige comme le mouvement d'extension du conflit.

Si on n'appelle pas cela briser une grève et faire le travail du ministre ! Il est vrai que les uns et les autres sont un peu en famille... Et pour couronner le tout, le secrétaire de la fédération CFDT-PTT intervient dans les médias pour défendre ces positions et demander au ministre de « prendre ses responsabilités » pour assurer la reprise du travail. Entendez par là qu'il doit utiliser la force publique pour assurer la « liberté du travail ». Chapeau bas !

LEGRAND

COORDINATIONS ET SYNDICATS Un chaud et froid

A l'heure où le conflit des infirmières, et au-delà celui des personnels de Santé, prend d'autres formes, bon nombre de questions restent en suspens.

Les salariés qui, au cœur de la lutte, ont pu trouver un rapport aux autres chaleureux, ne sont pas prêts à retourner dans les services hospitaliers comme avant : non, plus rien ne sera comme avant. Et pourtant qu'y a-t-il de changé après ces deux mois de luttes : une aumône sur les salaires, des promesses quant au statut et à la définition du rôle de l'infirmière, mais rien sur les conditions de travail, les effectifs. Reprendre le travail avec 500 F mensuels de plus, mais dans les mêmes conditions de sous-effectifs, de stress, de flexibilité d'horaires...

Une force collective et individuelle

Et pourtant, les relations au sein de l'équipe se sont modifiées. Chacun, et surtout chacune, s'est affirmé comme salarié à part entière, comme capable de prendre la parole, de poser des revendications, de s'organiser. La relation nouvelle, ouverte aux autres collègues — même si parfois trop enfermée dans le corporatisme — s'est enrichie au fur et à mesure. D'autant que, par leur propre mouvement, les infirmières ont enclenché une coordination d'une ampleur sans précédent et que sur le terrain — offensif — des revendications, elles ont pu arracher des miettes somme toute non négligeables au regard des autres secteurs (même si c'est bien en deçà du niveau revendiqué) et des résultats lors des négociations habituelles des organisations syndicales. Elles ne pouvaient qu'en tirer une force tant collective qu'individuelle. Pour les autres catégories, aucun gain n'est encore réalisé, mais le mouvement a su naître pareil, bien fort, chaleureux, entre chacun.

Ne pas perdre ce lieu, cette force, est à présent la question essentielle. Et les réponses n'apparaissent, sûrement pas syndicales. Alors que le mouvement des salariés de la Santé prenait une forme aux contours étrangement syndicaux (des collectifs, au sein des établissements, qui agissent, cotisent, mandotent, se coordonnent pour tenir des assemblées locales, régionales et nationales afin de décider revendications, stratégies, actions et afin de négocier) ce même mouvement refuse l'estampille syndicale. Faire du syndicalisme, défendre les intérêts économiques et moraux des travailleurs, mais sans en accepter les formes présentes.

La BA syndicale

Les militants syndicaux qui, sur le terrain, ont accompagné et aidé le mouvement, ne retrouvent pas leur BA. BA des écoles de formation syndicale : l'action, la mobilisation devaient favoriser la prise de conscience de classe et l'adhésion, ah bon ! Ils ne voient que des centai-

nes, des milliers d'hospitaliers qui cherchent à rester ensemble pour continuer à lutter, pour gagner ce qui n'a pas été gagné. La coordination devait n'avoir qu'un, mais l'après est bel et bien posé.

De la FGAF, qui pour la manifestation nationale du 13 octobre s'offrait entièrement (locaux, tirage de tracts...), à la FEN (1), qui réserve des fonds pour la création d'un syndicat infirmier, en passant par l'UNASIIIF, qui n'a pas été capable d'accompagner du début jusqu'à la fin le mouvement (il lui aura fallu remanier son bureau national, mais sa réapparition ensuite fut très difficile), tous les requins sont là pour absorber ce potentiel, cette force. Et ils peuvent continuer entre eux — d'autant que la volonté, chez les infirmières, de créer un syndicat corporatiste n'est pas exclue — une opération qui accélérerait la recombinaison syndicale. Outre ses actions de nettoyage (2) (sanctions, retraits de mandats, exclusions, ici et là), la CFDT, par l'intermédiaire de son secrétaire fédéral (3) et de sa fédération Santé (4), fait officiellement les yeux doux à la CGT-FO. Même si Blondel les refuse (5), Pitou le dauphin semble les accepter.

Mais tous ceux, toutes celles, qui ne se satisfont pas d'un regroupement corporatiste, que feront-ils ? Ils formeront quelques syndicats de boîtes, locaux. Mais la plupart, qui auront refusé l'adhésion aux centrales syndicales — parce qu'elles auront signé un accord rejeté par la base des personnels et par leur propre base syndicale, ou parce qu'elles auront tout fait pour casser le mouvement, ou encore parce qu'elles auront manœuvré, magouillé, pour récupérer — se trouveront bien désemparés, désorientés.

Certains voudraient créer un syndicat des personnels de la Santé autour de la coordination des infirmières afin de regrouper les militants CFDT de la région parisienne mal à l'aise dans leur fédération et les infirmières, qui n'ont pas fini d'en découdre. Ceux-là par leur opération fractionnelle ne cherchent pas à rassembler toutes les forces militantes actives.

La crise du syndicalisme a encore de beaux jours devant elle.

L N (Gr. Pierre-Besnard)

NOTES

- (1) Les offensives de la FEN s'enhardissent : la FEN est entrée, à présent, dans l'éducation privée (1). Tout est maintenant permis.
- (2) On ne saurait oublier, non plus, les démissions des militants et adhérents écœurés de l'attitude de leur fédération.
- (3) Le Nouvel Observateur du 4 au 11 novembre 1988.
- (4) Lors de la réunion de tous les syndicats Santé du 21 octobre 1988.
- (5) Lettre de Marc Blondel, du 6 novembre 1988, aux UD, aux fédérations, à la commission exécutive et au bureau national de la CGT-FO.



GRÈVE PTT-LILLE : L'envers du décor

Jeudi 3 novembre, à midi, un groupe de grévistes autour d'un « chaudron » ardent, une banderole flottant au vent froid venu de l'est, un centre de tri postal... Lezennes. Le soir de ce même jour, les médias annonçaient la reprise du travail après l'obtention de 1 250 F de prime (elles sont fractionnées sur six mois et non renouvelables) ; 21 emplois sur 38 demandés (seulement 11 emplois réels ont été obtenus, les 10 autres étant des emplois qui ont été maintenus alors que l'on menaçait de les supprimer) ; les retraits de grève se feront de la façon suivante : un jour de salaire en moins pour 10 temps d'arrêt, au-delà de 10 jours de grève, deux jours de salaire seront retirés ; et, pour finir, deux lundis devaient être comptés en déplacement horaire de travail, en revanche rien pour l'annuité des personnels sanctionnés. Néanmoins, l'interview accordée au *Monde libertaire* par Jean-Louis, militant cégétiste, et Philippe, militant cédétiste, dans ce centre de tri, ne perd pas de son intérêt.

Jocelyne PERRY (Gr. Benoît-Broutchoux Lille)

— « *Monde libertaire* » : Comment a débuté ce mouvement qui aura duré presque un mois ?

— Jean-Louis D : La grève a commencé exactement le 8 octobre au matin dans une des brigades de nuit. Elle a commencé parce que le personnel avait accumulé un mécontentement assez important sur un ensemble de points comme les salaires, les conditions de travail et les effectifs. Le facteur déclenchant fut la mise en place, le 8 octobre au matin, de deux personnels auxiliaires, des gens qu'on utilise de façon précaire, de 3 h à 6 h du matin, dans des conditions inadmissibles pour nous, et dans des conditions intolérables pour eux, à savoir : 3 h pour un billet de 100 F.

Ce fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, mais les raisons

fondamentales, qui ont été tout de suite débattues dans les assemblées de grève, ont porté sur la revendication d'un salaire minimal à 6 000 F, l'attribution d'une augmentation de salaire de 1 000 F, le treizième mois, la question de l'attribution d'effectifs, les questions liées à l'annuité pour un certain nombre de personnels sanctionnés ces derniers temps.

— ML : On a parlé de mouvement dur, de lutte déterminée. Peut-on parler d'organisation fédéraliste ?

— J-L D : À proprement parler, il y a plus qu'un noyau dur, parce que le noyau fait presque tout le fruit, puisque c'est entre 70% et 80% des gens qui sont en grève. Ce sont les assemblées générales qui sont souveraines et décident. Ce sont les délégués syndicaux reconus qui participent et organisent correctement la lutte, selon les critères voulus par le personnel. Ce dernier participe à toutes les prises de décisions par vote à main levée. C'est ce qui fait que cette lutte est une lutte déterminée. Elle a des objectifs précis, elle fait appel à tous et dans la plus large démocratie ouvrière directe, si l'on peut dire.

Les assemblées générales mandent systématiquement les camarades des sections syndicales locales CGT et CFDT pour négocier en leur nom. Ceci étant, nous ne prenons pas de décisions à la place des gens, nous revenons les consulter. On se réunit à chaque prise de service, c'est-à-dire à 6 h, 13 h et 20 h. Les personnes de la brigade qui ont fini restent pour participer à l'assemblée générale qui suit. C'est un débat inter-brigade qui a lieu, et il y a une grande unité du personnel. Donc, pour toute proposition nouvelle, il nous faut consulter 700 personnes et plus qui gravitent sur 24 h. Nous tiendrons bon sur la question de la consultation, parce que c'est ce qui fait la force du mouvement.

— ML : Quelles ont été les pressions patronales ?

— J-L D : Les patrons sont descendus dans la rue ; ils ont mis en œuvre des manipulations visant à faire arrêter la grève : on a vu des patrons payer des gens en heures supplémentaires pour venir manifester devant le centre de tri. D'autres pressions se sont faites jour dans les médias : on a su que l'AFP envoyait sa dépêche vers 23 h 30 dans tous les organes de presse écrite, parlée ou autres, donnant l'orientation du ministère. Des journalistes, alors, devaient modifier des articles assez objectifs à l'arrivée de cette dépêche, écrire l'inverse de ce qu'ils avaient vu et étaient obligés de signer.

On est dans un conflit où les pressions sont multiples, où l'administration a utilisé certains syndicats pour essayer de casser le mouvement. Dans les premiers jours de la grève, on a eu affaire à FO ; le personnel a résisté. Ensuite, il y a eu une tentative de division, quand la structure départementale CFDT est venue enlever le mandat de ses propres responsables locaux. Ceci afin qu'ils renoncent et quittent le mouvement, parce qu'ils avaient eu l'honnêteté de reconnaître que les reven-

dications étaient portées par l'ensemble du personnel. Le débat a tranché ; les grévistes ont soutenu l'attitude des délégués CFDT, maintenant ainsi l'unité la plus large.

— ML : Philippe L, tu es délégué CFDT au centre de tri de Lezennes, peux-tu nous parler de l'« affaire CFDT » ?

— P L : La structure départementale est bien venue enlever nos mandats et aussi nous empêcher de tenir le piquet de grève. Les camarades de la CFDT et moi-même ne sommes pas prêts à taire ce qui s'est passé. C'est au congrès qui aura lieu prochainement que nous comptons débattre de cette affaire. Je ne cacherais pas que certains sont prêts à déchirer leur carte si les positions prises au congrès ne les satisfont pas ; sans toutefois abandonner une lutte syndicale dont les structures seront pensées le temps venu. Néanmoins, il n'est pas question que nous allions grossir les rangs de la CGT, car ce qui fait la force de la boîte, c'est cette inter-syndicale CFDT-CGT.

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

PCF

La place serait prise !

Il y a quelques semaines, des voix s'étaient élevées au sein de la CGT pour rendre un subtil hommage aux coordinations, particulièrement à celle des infirmières. C'était, entre autres, histoire d'« embêter » Henri Krasucki, de lui dire qu'il n'était qu'un incapable et qu'il lui fallait rapidement laisser sa place. Deux éléments ont fait lever le pied, d'abord le débat télévisé sur l'A2, « Le pouvoir syndical en France », avec la participation de Krasucki pour la CGT et, ensuite, les médias (1) présentant les trotskistes comme les grands manipulateurs de toutes les coordinations.

Taper sur ce qui représente la « tendance syndicaliste » au PCF oui, mais contribuer à dorer le blason des gauchistes, tandis qu'on montre « Le Vieux » sur les écrans français, et qu'il est réhabilité en URSS, la coupe a dû être pleine. Sûr que Thérèse Hirsberg a battu fébrilement sa coulpe, consciente de s'être laissée prendre au piège ! Les coordinations, selon elle, sont un réservoir d'inorganisés qui attendent la houlette du PCF. La une des journaux leur disant haut et fort que la place était prise a dû leur laisser un goût amer dans la bouche. Dans l'*Huma* on ne cause plus du phénomène coordination, à la CGT on note le « développement impétueux » des luttes revendicatives, et Krasucki précise que « la CGT est en phase avec les salariés ».

Fermez le ban, y'a plus rien à voir. Pourtant les coordinations existent toujours et, à moins d'une « divine surprise », le taux de syndicalisation ne remontera pas en France.

J-P GERMAIN

(1) Le Nouvel Economiste a fait très fort : la une sur les enfants du « Prophète » et un article rédigé par un journaliste de Libération ! L'information n'a plus de frontières...

Procès des mutins d'Ensisheim

Belle, courageuse... et inutile bataille des cinq mutins d'Ensisheim, lors de leur procès en appel le 8 novembre dernier : dans une inintelligible bouillie verbale, le juge a confirmé leur scandaleuse condamnation à quatre ans de prison ferme, soit la plus lourde sanction jamais prononcée pour des faits similaires. Mais Djellali Mihoubi, Saïd Jabri, Jean-Baptiste Péchon, Thierry Etienne et Gérard Birot sont néanmoins parvenus à imposer au tribunal leur réquisitoire contre la prison (1) : dans un texte superbement construit et argumenté, Djellali Mihoubi a dénoncé la prison comme instrument indispensable au pouvoir pour gérer ses exclus ; la non-existence du prisonnier, réduit à l'état de matériel géré par l'administration pénitentiaire ; les quartiers d'isolement, où le prisonnier, privé de tout contact, perd la notion du temps, la faculté de réfléchir et d'agir... Jean-Baptiste Péchon, Thierry Etienne et Gérard Birot ont ensuite successivement dénoncé l'iniquité du prétoire, lieu de non-droit absolu où l'administration pénitentiaire décide, en toute souveraineté, des sanctions à infliger aux détenus « fautifs »... d'avoir nié leur faute ; le travail aliénant que de généraux négriers fournissent aux prisonniers pour un « salaire » de 800 à 1 000 F ; les parloirs « libres », sous contrôle de matons et de caméras, suivis de fouilles humiliantes...

Abolition des quartiers d'isolement, du prétoire, du mitard, parloirs intimes, SMIC pour tous les travailleurs en prison, etc. Autant de revendications reprises, depuis six mois, par des milliers de prisonniers, qui demandent également l'annuité des mutins d'Ensisheim. En confirmant leur jugement inique, les magistrats de Colmar, et le ministre de la Justice, ont pris des risques...

« Nous sommes des hommes, n'en déplaise ! », s'exclamait Djellali Mihoubi, face à un juge ratatiné, ennuyé, dépassé, n'attendant que l'heure d'exécuter ses ordres, tandis que dans la salle, une quarantaine de militants de la Commission prison-répression, de l'Association des parents et amis de détenus et de sympathisants des luttes carcérales, étaient venus manifester leur solidarité aux mutins. Vous êtes des hommes, certes, et des hommes confrontés à la pire machine à broyer de notre société. Vous êtes des hommes, et votre combat doit être celui de tous ceux qui combattent l'ordre bourgeois. Vous êtes des hommes, et dans vos luttes contre le système carcéral et contre l'ordre établi, vous êtes des nôtres.

Pascale CHOISY

(1) Voir à ce sujet *Courant Alternatif*, qui publie, dans son dernier numéro, l'intégralité des textes des mutins d'Ensisheim.

en bref...en bref...

• PACIFISME.

L'Association culturelle libertaire de Grasse organise une conférence-débat sur le pacifisme, avec projection d'un film vidéo consacré à la vie de Louis Lecoin. Elle sera présentée par Pierre Martin le 26 novembre, à 15 h, au 4 bis, rue Porte-Neuve, à Grasse.

• NUCLÉAIRE.

De nouvelles cartes ont été éditées pour l'arrêt des essais nucléaires français dans le Pacifique. Ces cartes sont vendues 30 F les 10, 100 F les 50 ou 150 F les 100. Pour les obtenir, écrire à SOS-Tahiti, 19, cité Dupont, 75011 Paris.

• HAN RYNER.

Pour commémorer le cinquantième de la mort de Han Ryner, les « Amis de Han Ryner » organisent, le dimanche 20 novembre, à 14 h 30, une réunion avec Henri Gougoud, Maurice Laisant et Gérard Lecha, au 10, rue des Fossés-Saint-Jacques, à Paris.

• REVUE.

Le numéro 10 de *Noir et Rouge*, mensuel libertaire, vient de paraître. Au sommaire : Kanaky, pas d'accord Rocard ! ; Italie (vingt ans après...) ; du « grand soir » aux révolutions moléculaires ; Amérique latine : démocraties en voie de développement ; SARL : le pouvoir consommateur et un dossier intitulé « Anars en mouvements, mouvements anars ». En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 18 F.

• RACISME.

Suite à l'assassinat de la jeune Malika Moulai, à la cité de la Renardière, à Noisy-le-Sec, par un policier en dehors de son service et à la mise en liberté de ce dernier, un comité « Justice pour Malika » s'est formé. Pour tout soutien (pétitions disponibles) écrire au comité : BP 102, 93130 Noisy-le-Sec.



L'AVORTEMENT EN QUESTION

Ça « RU » dans les brancards !

La première partie de ce feuilleton est relatée dans le *Monde libertaire* du 6 octobre 1988. Cette deuxième partie est inspirée de l'émission « Femmes libres », sur Radio-Libertaire, du 2 novembre 1988, avec Michèle Ledoef, philosophe au CNRS et militante féministe.

Le 26 octobre dernier, le *Monde* annonçait le retrait de la vente de la pilule abortive RU 486. Grand émoi chez les femmes, satisfaction mielleuse des catholiques. Des féministes, le Mouvement français pour le planning familial, se mobilisaient dans l'instant. Colonnes nourries dans les quotidiens, les pour, les contre, les faux-culs, les politiques, les scientifiques, les journalistes, tout le monde s'exprime.

Le 29 octobre, coup de théâtre, le gouvernement met en demeure Roussel-Uclaf de diffuser à nouveau le RU 486. Cette pantalonade aura durée 3 jours. L'apparente crise est terminée, mais conscientes de n'avoir vu que la partie immergée de l'iceberg (depuis des années il se passait des choses bizarres), nous avons voulu en savoir plus. Michèle Ledoef a fait son enquête auprès d'un certain nombre de chercheurs et d'employés du laboratoire Roussel-Uclaf.

Roussel-Uclaf,
un énorme trust

Roussel-Uclaf, dans son communiqué de presse, déclare que le retrait du RU 486 est dû à l'émotion d'une partie de l'opinion publique : quelle émotion de quelle opinion dite publique ? Ces dernières semaines on ne trouve aucune déclaration fracassante sur ce sujet. D'où une hypothèse de départ : Roussel-Uclaf ment.

Des cadres de Roussel-Uclaf auraient reçu des lettres de mena-

ces : oui, mais pas plus que d'habitude. Les cadres et les chercheurs concernés par le RU 486 depuis des années reçoivent des lettres de menaces, il n'y en a pas davantage ces dernières semaines.

Quant aux menaces de boycott lancées par des lobbies catholiques américains, elles existent. C'est vrai, mais ce n'est pas probant. C'est du vrai faux, de l'alibi pour les raisons suivantes :

1. Roussel-Uclaf ne vend pas tous ses médicaments sous son propre nom, il a racheté un certain nombre de firmes pharmaceutiques leur laissant leur nom. Un boycottage serait quasi impossible à organiser sur des produits portant 14 à 20 noms différents.

2. Ce boycott aurait concerné des médicaments ; de deux choses l'une, ou un médicament vaut quelque chose, un médecin digne de ce nom le prescrit, ou il ne vaut rien.

3. La vente des médicaments n'est qu'une partie marginale des activités de Roussel-Uclaf. C'est aussi un énorme trust agro-alimentaire. Autre activité : elle achète et revend des firmes n'ayant rien à voir ni avec l'agro-alimentaire ni avec les médicaments (profits récents : vente d'une marque de parfum et d'une marque de lunettes).

Le boycott ne les aurait sûrement pas ruinés, cette menace n'est pas pertinente.

L'Opus Dei ?

Une hypothèse à cours au sein du personnel : il s'agirait d'une pression de l'intérieur. Beaucoup de cadres sont très « famille-patrie », de gros actionnaires sont catholiques, il se dit que ce groupe serait noyauté par l'Opus Dei, qui aurait les moyens de faire agir les gros actionnaires. Les différents groupes de pression au sein de l'église catho-

lique, évêques, intégristes, Opus Dei, ont des stratégies différentes, ils s'infiltrent partout selon des techniques à chaque fois spécifiques. L'Opus Dei est un groupe de gens bien nantis, occupant des postes de responsabilité, infiltrés dans les banques, dans l'enseignement, dans les institutions européennes où leur place ne correspondrait en rien à la place du catholicisme en Europe.

Un ou des gros actionnaires auraient donc réussi à bloquer le RU 486. A l'appui de cette thèse, on fait remarquer qu'il y a plusieurs années, le service de recherche du groupe travaillait sur une molécule qui promettait d'aboutir à une pilule masculine satisfaisante. Les expérimentations étaient très bonnes. Or les travaux ont été arrêtés du jour au lendemain à la suite de l'intervention d'un gros actionnaire. Cette pilule masculine est passée complètement à la trappe.

Pendant, ces recherches devraient être rattrapables ; elles sont certainement publiées quelque part, connues d'un certain nombre de scientifiques. Il conviendrait donc de lancer une action en direction du directeur de l'INSERM et du directeur du CNRS consistant à leur demander de mettre des équipes au travail. Mais là ce serait aux hommes de se prendre par la main, et on sait qu'hélas ! il est majoritairement admis que l'avortement et la contraception sont des « affaires de femmes ».

L'arrêt du RU 486 n'est donc pas sans précédent. L'analyse de ce happening de la semaine dernière permet de voir comment fonctionnent les institutions de recherche. Si le RU 486 n'est pas passé à la trappe il y a 6 ans, c'est parce que la recherche était liée au laboratoire public de l'INSERM. Il faut savoir que dans la recherche privée des firmes pharmaceutiques, il est plus rentable de ne pas trouver. Il est très utile pour un laboratoire d'avoir un service de recherche, parce qu'il reçoit une aide de l'Etat, il y a des avantages fiscaux, c'est déductible des impôts et c'est bon pour son image de marque. Mais ce n'est rentable qu'à condition de ne pas trouver, car si on trouve, il faut engager des équipes médicales pour faire les tests chimiques, c'est cher. Il faut savoir également que les médicaments ne sortent que très rarement du service de recherche pharmaceutique. Quand un médicament nouveau arrive sur le marché, c'est en général par détournement de brevets d'une autre firme éventuellement étrangère. Quand un groupe dépose un brevet de médicament, il dépose une liste de molécules qui sont propriété privée du groupe ; il suffit d'ajouter un peu de perlinpininate de p., et on obtient une autre molécule brevetable. L'estomac digère ce perlinpininate de p., on retrouve la molécule de l'autre groupe mais sans problème légal de brevet.

L'INSERM et le CNRS prêtent de temps en temps des chercheurs aux firmes pharmaceutiques, mais refusent de les réintégrer passés 3 ans, la recherche privée n'étant pas faite pour trouver, ça abîme...

La chance du RU 486

La grande chance du RU 486 a été que Roussel-Uclaf et l'équipe INSERM du professeur Beaulieu ont travaillé ensemble. Le professeur Beaulieu a trouvé une application immédiate ne cadrant pas avec l'idéologie du groupe, il s'en est suivi une valse-hésitation de 8 ans. Mais un laboratoire public étant impliqué, on n'a pas pu la passer à la trappe et l'INSERM a assumé les recherches cliniques onéreuses et a pu ne pas se laisser impressionner par les pressions extérieures.

On peut se demander pourquoi le groupe Roussel-Uclaf, si il est si



catholique et si noyauté par l'Opus Dei, s'est mis à travailler sur cette molécule ? Parce que son aspect abortif n'est qu'un épiphénomène. Cette antihormone est riche d'applications médicales potentielles. Elle pourrait, par exemple, être utilisée comme correctif des effets indésirables de la cortisone. Son avenir est remarquable. Les premiers travaux étaient dirigés dans ce sens, mais il se trouve que la première utilisation pratique trouvée a été l'avortement, mais là, elle ne sera prise qu'une fois et rapidement éliminée par l'organisme, ce qui ne serait pas le cas dans le traitement des effets secondaires de la cortisone ; il s'agirait d'un traitement de posologie différente ; la mise au point dans ce cas serait plus longue et plus compliquée.

Dernier rebondissement de cette affaire : on a pu lire dans le *Monde* du 4 novembre que madame Christine Boutin, députée non inscrite des Yvelines (ainsi que 80 députés et sénateurs), a demandé audience à François Mitterrand pour lui expliquer son opposition à la remise sur le marché du RU 486. Interpellant Claude Evin à l'Assemblée, elle affirme que tous les cas d'échec ont été suivis de naissances d'enfants handicapés : « La décision du ministre de la Santé revient à accepter le risque de voir naître des enfants handicapés ».

Derniers sursauts, nous l'espérons, des vieux démons conservateurs et catholiques, car la législation a pris toutes les précautions

nécessaires : on doit expliquer à la femme les risques qu'elle encourt. On doit même lui faire signer un papier affirmant qu'on le lui a bien expliqué. On lui conseille, si le résultat est négatif, de recourir à un avortement classique.

On sait, par exemple, que lorsqu'il y a un pronostic d'enfant mongolien, on ne connaît aucun cas de femme n'ayant pas demandé l'avortement, même dans les milieux catholiques.

On sait également que dans les régions où se pratiquent des essais nucléaires, les risques de naissances anormales sont infiniment plus nombreux. Informe-t-on la population locale ? Lui donne-t-on les moyens d'échapper à cette « malédiction » qu'une science sans conscience, manipulée par les lobbies politiques, économiques et religieux, fait peser sur eux ?

Pour conclure, nous soulignerons que même si le RU 486 est remis sur le marché, l'article 317 du code pénal (loi de 1920) n'est toujours pas abrogé. Son abrogation entraînerait la suppression de l'article 647 du code de la Santé publique interdisant toute propagande ou publicité autour de la contraception et de l'avortement. Celui-ci continue à susciter des réactions violentes à l'étranger (Etats-Unis, Allemagne Fédérale, etc.). Rien n'est encore acquis pour les femmes, sachons-le toutes et tous.

Michèle LEDOEF
et Nelly TRUMEL

HUMEUR

« Il faut se révolter »

Rien ne va plus, regardez le spectacle. Sans nul doute les syndicats ouvriers, ceux qui ne sont pas gagnés par la corruption politique, se livrent à des combats d'arrière-garde, juste pour justifier l'existence de leurs dirigeants, et ils s'acharnent à résoudre des problèmes depuis longtemps dépassés.

« Il faut se révolter », comme dit la chanson de notre regretté Charles d'Avray sur Radio-Libertaire. Mais mise à part une certaine jeunesse qui ne sait pas encore ce qu'elle veut, personne ne bouge. La révolution est un bien grand mot, « Il y a de la révolution dans la chaussette ! » clame le camelot sur la place du marché.

Révolution ça veut dire faire un tour sur soi-même et revenir au même point. Ainsi, en Union soviétique, ils ont fait un tour sur eux-mêmes, du capitalisme ils sont retournés au capitalisme, ils ont fait une révolution et le tour est joué.

Jusqu'à une époque relativement récente, le problème était assez simple. Il s'agissait de mettre un terme à la misère, aux privilèges, à l'injustice, aux contradictions économiques, au militarisme, à la guerre, choses que l'on est pas arrivé à juguler. Aujourd'hui, tout s'est compliqué d'une manière qui n'était pas prévue dans les catéchismes des prophètes. A tous ces maux, l'homme, armé d'une implacable technique, en a ajouté d'autres. Le monde est fou, on peut bien dire, en considérant les formidables progrès techniques, que cette folie est devenue une folie furieuse.

A l'Est comme à l'Ouest, la nature a été mise au pillage, l'air est corrompu, les eaux des rivières, les océans, les lacs sont pollués, sans que pour autant la marche infernale soit entravée. On se rend compte que les fameuses mesures écologiques annoncées ne sont que des palliatifs incapables de nous ramener dans un courant normal. Personne ne semble s'apercevoir qu'il faut un monde, qu'il est indispensable pour que l'homme de demain puisse jouir des commodités que les diverses démagogues daignent lui consentir.

Est-ce que la technique doit obligatoirement aboutir au bonheur de l'humanité ? Une certaine humanité, oui ! Par exemple, la « pilule à avorter » dernièrement découverte, qui a fait hurler tous les conservateurs, les moineaux, les vieilles filles dont la morale date du temps de Jésus-Christ où le « Croisiez et multipliez » était nécessaire pour la survie de l'espèce. Aujourd'hui, dans les grands conglomerats humains où la liberté est bannie, pour vivre libre, il ne faut pas être entassé, c'est la première des pollutions. A moins qu'ils aient la prétention de faire fonctionner l'éteignoir et d'emprisonner l'homme sous le noir capuchon de la dictature.

Je ne veux pas jouer au « sauveur suprême », mais il faut se révolter sans cela l'individu, l'homme, va être broyé.

Paulo CHENARD

POLLUTION

La dégradation de la couche d'ozone

L' OZONE est un corps simple dont la molécule est formée de trois atomes d'oxygène. Ce gaz existe en faible quantité dans l'atmosphère, où il est surtout concentré dans les couches stratosphériques inférieures, vers 25 km d'altitude. Cette concentration jouerait un rôle primordial en absorbant une partie des radiations ultraviolettes (inférieures à 0,29 micron) provenant des étoiles.

Avec le fluor et l'oxygène, l'ozone est l'un des oxydants les plus puissants. Il est employé indus-

triellement pour stériliser l'air, l'eau, pour vieillir des eaux de vie, pour la synthèse d'huiles végétales. En médecine, il sert, entre autres, au traitement des dermatoses.

L'ozone se forme essentiellement dans les couches supérieures de la stratosphère, au niveau de l'équateur, avec la photodissociation des molécules d'oxygène par les ultraviolets solaires (1). Il s'en forme aussi lors des décharges électriques orageuses et par l'action d'ultraviolets sur des hydrocarbures et des oxydes d'azote (2). Mais il faut pré-

ciser que les connaissances concernant les phénomènes atmosphériques sont encore incomplètes.

Dès 1970-1971, des scientifiques affirmèrent que les oxydes d'azote rejetés par les réacteurs d'avions et les épandages d'engrais, détruisaient en 30 ans 16% de la couche d'ozone. Cette affirmation fit beaucoup de bruit (3) et des programmes de recherche furent alors entrepris. Ces travaux devaient se terminer en 1974. Les structures atmosphériques et les relations physico-chimiques qui s'y déroulent se révé-

lèrent beaucoup plus complexes que prévues. Les travaux se poursuivent donc encore aujourd'hui !

Des trous dans la couche d'ozone ?

C'est ainsi que vers 1979, une dégradation saisonnière de la couche d'ozone, au-dessus de l'Antarctique, fut découverte. Et les mesures effectuées régulièrement montrent que le phénomène s'accroît chaque année.

Dans l'Antarctique, on trouverait entre autres, des traces de fluorocarbones. Avec la dépression hivernale, des produits chlorés pourraient donc s'accumuler dans la stratosphère. Au lever du soleil, des atomes de chlore se libéreraient et dégraderaient l'ozone (4).

Car l'ozone, oxydant et très « averse » de produits oxydants, s'associe de « préférence » au chlore. Avec cette association et à la suite d'un cycle complexe, la molécule d'ozone se transforme en oxygène et l'atome de chlore redevient libre. La vie d'un atome de chlore, dans la stratosphère, serait de deux ans (au niveau du sol, elle est beaucoup plus courte). On estime que l'atome de chlore pourrait ainsi réduire 100 000 molécules d'ozone durant sa vie.

Mais d'autres calculs évaluent à trois cents millions de tonnes la quantité d'ozone fabriquée et détruite naturellement chaque jour. Cela rend donc difficile l'évaluation de l'influence que pourraient avoir les rejets chlorés ou azotés, d'origine humaine, dans l'altération saisonnière de la couche d'ozone, au-dessus de l'Antarctique.

Les chlorofluorocarbones sont les « derniers » accusés pour la dégradation de l'ozone. Ces gaz sont artificiels. Les molécules de CFC sont stables et ne se détruisent pas dans la basse atmosphère. Elles ne sont cassées que vers 20 km d'altitude, quand elles rencontrent des rayons cosmiques suffisamment énergétiques. Elles libèrent alors un atome de chlore (5).

Les utilisations de CFC les plus « médiatisées » concernent les aérosols (bombes à raser, déodorants, laques, etc.) et les appareils réfrigé-

rants. Mais les CFC servent aussi dans les mousses et plastiques en polyuréthanes et dans l'électronique (de plus en plus, avec la miniaturisation). S'il pourrait être assez facile de réduire les rejets de CFC concernant les aérosols, pour les autres sources cela devient beaucoup plus problématique !

Ecologisme gouvernemental

Aussi, les décisions gouvernementales (qui ne sont prises que pour ménager des intérêts économiques particuliers) n'apporteront pas de grandes modifications. Les Etats-Unis, le Canada et la Suède avaient élaboré, en septembre 1987, la convention dite de Montréal qui devait réduire de 50%, par rapport à 1986, la production de CFC. Encore l'application de cette convention était-elle soumise à un préalable : elle ne devait s'appliquer qu'à partir de 1989, à la condition que onze pays au minimum la ratifient. Les ministres de l'Environnement de la CEE, réunis le 17 juin 1988, avaient pris la décision de la faire accepter par leurs gouvernements respectifs, avant le 1^{er} octobre 1988. Aux dernières nouvelles (6), vingt-sept Etats l'auraient signée... Ce ne sont que des procédures administratives longues, dérisoires, en somme, de la poudre aux yeux !

Aujourd'hui, de nombreuses formes de dégradations de l'environnement ont dépassé le niveau local pour atteindre une dimension planétaire. En fait, cette mondialisation est également une réalité pour les problèmes économiques. Les solutions à envisager pour y mettre un terme devront en tenir compte !

C D (liaison Evreux)

- (1) La Recherche n° 181.
- (2) Voir le problème des pluies acides : Pour la science n° 132, octobre 1988.
- (3) Voir l'affaire de l'avion Concord.
- (4) La Recherche n° 196, février 1988.
- (5) Voir Le Monde du 22 octobre 1988.
- (6) Idem.

URBANISME

POS à Paris

QUELLE belle ville que Paris, les habitants ont été invités à se prononcer sur le Plan d'occupation des sols (POS) et la plupart ne le savent pas ! Pourtant c'était visible dans chaque mairie, mais pour quoi faire ? Pouvait-on bloquer le projet qui visait à démolir telle ou telle vieille maison de son quartier ? Si oui, fallait-il rassembler des signatures ou agir avec une association ? Beaucoup de questions que la mairie de Paris laisse soigneusement dans le marécage administratif. Consultation bidon, tous les chantiers sont en cours et décidés depuis belle lurette !

Au sujet du quartier de la Goutte-d'Or, citons Marc Breitman et Maurice Culot, dans leur ouvrage *La Goutte-d'Or - Faubourg de Paris* (Editions Hazan, et archives d'architecture moderne) : « La question de la rénovation de la Goutte-d'Or ne date pas d'hier, et lorsque la Ville de Paris décide en 1983 de lancer l'opération, il y a des années que l'on sait que le quartier va en se dégradant et que les problèmes s'accumulent. Mais au lieu de mettre à plat l'ensemble des données, d'analyser la forme urbaine, le bâti, l'histoire du lieu, pour donner des assises sérieuses à la réhabilitation, au lieu d'intéresser les associations locales au devenir de leur quartier, c'est la vieille méthode, celle qui a contribué à défigurer tant de sites anciens de Paris qui est appliquée ».

Un exemple pour illustrer une autre facette du problème : le XIX^e arrondissement. Pour relier directe-

ment la place Armand-Carrel (face à l'entrée des Buttes-Chaumont) au carrefour Stalingrad-Jaurès, on a démolie une école. Les élèves ont été « recasés » dans les centres périphériques ; mais avec les nouvelles constructions, qui jaillissent çà et là, la mairie a-t-elle pensé à un besoin en nouveaux centres scolaires ? « Vu la qualité des appartements, le problème ne se posera pas », a-t-il été répondu, à la mairie du XIX^e, aux parents d'élèves qui s'interrogeaient ! C'est-à-dire qu'il ne serait pas prévu que les enfants des propriétaires et locataires des nouveaux immeubles de l'arrondissement fréquentent l'école publique...

Au-delà des quelques espaces verts nouveaux, des opérations de prestige, la mairie de Paris suit le même but que feu le baron Haussmann : vider Paris de sa population actuelle, l'envoyer en grande banlieue, réservant le centre-ville et ses « villages » à quelques privilégiés.

La partie est-elle déjà jouée et est-il vain de tenter d'y résister ? Feuilletter les ouvrages de photographies sur le vieux Paris et se lamenter sur les vieilles maisons qui disparaissent n'est certes pas la solution. Entraver au plan local des décisions prises en « haut lieu » pose le problème de la non-autonomie de la commune face à l'Etat. Comme l'écrivaient les compagnons du groupe Flores-Magón dans leur brochure sur le

logement : « D'autre part, se pose le problème de savoir si les responsables locaux ont une réelle volonté de gérer de façon autonome les affaires de la commune. En effet, la commune est le lieu d'affrontement d'intérêts politiques personnels et stratégiques. Toute une structure de réappropriation ou de détournement de l'infrastructure sociale a été mise en place : la commune s'est créée ainsi des débiteurs sociaux et financiers dont elle est redevable » (1). Ce qui est vrai pour une commune l'est encore plus pour un arrondissement de Paris.

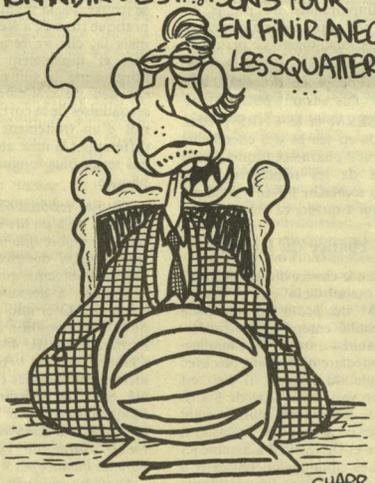
Le POS ne fait pas recette, mais les entreprises immobilières n'ont jamais donné dans la philanthropie. Les « problèmes de la zone urbaine » sont réglés par le maire de Paris selon ses conceptions, ce qui n'étonnera personne. Les représentants du pouvoir en place en ont-ils un radicalement différente ?

Le projet d'un « Grand Paris » doit-il tenir compte de zones non-rentables où on pourrait vivre agréablement, ou bien le profit reste-t-il maître de tout ? De toute façon, Chirac a tout prévu, travailleurs de Paris, mais ce ne sera pas pour vous.

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) Sur le logement : rénovation et réhabilitation, *Parigot Noir*, 7 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

LA CRISE DU LOGEMENT
EST UN VRAI PROBLÈME...
D'AILLEURS NOUS PENSONS
AGRANDIR LES PRISONS POUR
EN FINIR AVEC
LES SQUATTERS



Jussieu (suite)

La semaine dernière (cf. *Le Monde libertaire* n° 725 du 10 novembre 1988) nous vous indiquions que 23 étudiants étrangers n'avaient obtenu leur inscription à Jussieu (Paris VI et VII) que par une grève de la faim. L'intervention brutale de la police, appelée par la présidente de Paris VII, avait provoqué une réaction des étudiants en faveur des grévistes de la faim.

Nous croyions que ceux-ci avaient obtenu gain de cause. Erreur ! Six seulement des vingt-trois étudiants se sont vus proposer une inscription. D'où une nouvelle grève de la faim entamée le 9 novembre. Le rectorat a alors proposé l'inscription de douze étudiants... avec, en préalable aux négociations, l'arrêt de la grève de la faim.

Les grévistes occupent des locaux administratifs à Jussieu. La présidente de Paris VII va-t-elle encore faire appel aux « chaussettes à clous » ?

C N

L'Eglise catholique revendique le pouvoir

Si la religion était devenue une affaire privée depuis la loi de séparation des Eglises et de l'Etat en 1905, l'Eglise catholique n'aurait jamais pris son parti de cet état des choses. Ce n'est qu'à l'époque du concile Vatican II que la notion de laïcité avait fait son chemin dans les esprits catholiques. Aujourd'hui, elle tente, avec diverses prises de position, de se redonner une surface politique, un impact sur la société, sur un plan autre que strictement religieux.

L'anathème lancé contre le film de Martin Scorsese, et les conséquences scandaleuses dont la responsabilité est pour le moins partagée par les évêques Lustiger et Decourtray, marque une volonté de ne pas laisser le terrain de la contestation aux seuls intégristes. La campagne contre la pilule du lendemain est un autre signe de la nouvelle vitalité politique du catholicisme : la condamnation du produit et les pressions d'associations catholiques ont réussi à faire retirer du marché. Autre exemple : les évêques réclament à cor et à cri le retour de l'enseignement religieux dans les établissements scolaires publics. Pour accroître le savoir des enfants ? Plutôt pour remettre les pieds dans l'institution laïque !

Le retour en force du catholicisme politique a sans doute plusieurs causes. Outre la volonté de refaire surface de la part du clergé, les circonstances lui sont aujourd'hui favorables. La déchéance de la classe politique, dans son ensemble, et son discours consensuel, c'est-à-dire vide de sens et de projet, laissent place au retour d'une force qui a un discours construit à faire passer. Mais les exemples récents font plutôt craindre l'impact de cette position politique.

La sur-médiation des voyages du pape redonne une fonction publique au catholicisme, d'autant que le discours du pontife reprend la thématique des droits de l'homme, sans pour autant l'appliquer au sein de son Eglise. S'ajoute à ces causes le besoin de liquider l'intégrisme en l'intégrant dans le corps catholique à part entière. Mais il faut pour cela reprendre du pouvoir pour satisfaire les excités et les contrôlés.

Face à cette montée d'un pouvoir traditionnellement fort et fermé, il faut réaffirmer la laïcité, l'antidécadence légitime qui rejette le pouvoir religieux et laisse le choix de la religion dans le domaine de la liberté de chacun. La tolérance n'en finit pas de devoir être défendue...

Victor LAPP

ETATS-UNIS

« Thank you mister Reagan ! »

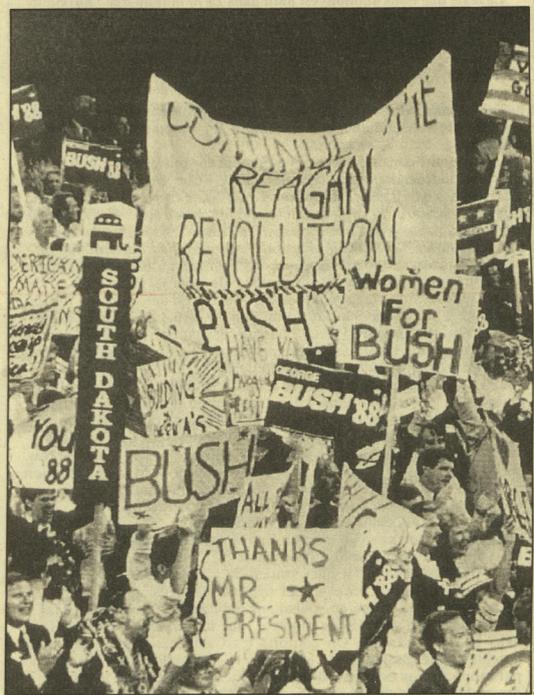
L'HÉRITAGE des années Reagan, c'est d'abord un formidable accroissement des inégalités sur le sol américain. Les statistiques officielles sont, à cet égard, éloquentes : en 1978, on recensait vingt-quatre millions de citoyens vivant au-dessous du seuil de pauvreté, dix ans plus tard leur nombre est passé à trente-trois millions. En outre, l'administration Reagan, approuvée par le Congrès, a fait des coupes claires dans le budget des aides sociales (vingt milliards de dollars en moins de 1982 à 1985), crevant ainsi les ultimes filets de sécurité contre la grande pau-

veté. Actuellement, trois millions de sans-abris sillonnent le territoire des Etats-Unis.

Les bas salaires non plus n'ont pas été épargnés. Le pouvoir d'achat des cinq millions de salariés payé au salaire minimum a chuté d'un quart pendant le règne du cow-boy de Washington. Parallèlement, l'administration Reagan taillait à coups de serpe la fiscalité pesant notamment sur les très hauts revenus. Le taux maximal d'imposition est ainsi passé de 70% à... 28% ! Les 20% d'Américains les plus riches captaient 40,6% du revenu monétaire disponible en

1969. En 1986, leur part frisait 44%. *Thank you, mister Reagan !*

Les années Reagan, c'est ensuite la dualisation impitoyable du marché du travail. Certes, le taux de chômage américain est bien passé de 10,7% en 1982 à 5,5% en 1988. Mais, ce miracle statistique est aussi un mirage. En premier lieu parce que, comme le rappelle Monique Fouet (*Libération* du 27 septembre 1988), les millions d'emplois créés, essentiellement dans le secteur tertiaire privé (commerce de détail, restauration, etc.), sont en grande partie des emplois précaires le plus souvent réservés aux femmes. D'ailleurs, le travail à temps partiel a fait un bond en avant dans certains secteurs. Dans le commerce de détail, par exemple, la durée moyenne du travail est tombée à vingt-neuf heures hebdomadaires. En second lieu, parce que la plupart de ces nouveaux emplois sont sous-payés. Par exemple dans le commerce de détail (restauration incluse), le salaire horaire moyen était, à la mi-quatre-vingt-huit, inférieur de la moitié à celui du bâtiment-travaux publics. Globalement, le salaire réel moyen (salaire nominal corrigé par la hausse des prix) est retombé à son niveau de 1971.



Rase campagne

LE duel nullissime Bush-Dukakis a laissé dans l'ombre à la fois les argentiers et les ordonnateurs du spectacle. Les *fats cats* (chats gras), ceux qui financent la campagne, ont pourtant un rôle-clé. Car une élection présidentielle américaine mobilise des capitaux considérables à hauteur de plusieurs dizaines de millions de dollars. Quarante-vingt-dix pour cent de ces fonds sont fournis par un pour cent de la population, essentiellement les milieux d'affaires. Démocrates ou républicains, les candidats sont donc généreusement arrosés par la manne patronale qui investit ainsi dans l'avenir...

plus qu'à trouver le politicien le plus ressemblant au modèle !

Au-delà de l'anecdote

Mais les enjeux de cet essor du marketing électoral dépassent de loin la simple anecdote. En effet, cette tendance qui gagne l'ensemble des démocraties parlementaires — France y compris — pourrait bien, à terme, modifier sensiblement la perception qu'ont les citoyens de la scène et des institutions politiques. Quels sont les effets immédiats du marketing politique ? Un effet de censure d'abord : Bush et Dukakis se sont ainsi tous deux efforcés de dire ce que leur public ciblé était censé vouloir, appliquant à la lettre le *credo* des conseillers. Toutes les questions sulfureuses, qu'avait, par exemple, soulevées le populiste Jackson pendant les primaires, ont ainsi été esquivées par le duo final. Cet effet de censure se double d'un effet-repoussoir : par exemple, l'usage de spots négatifs (publicité visant à démolir l'image de l'adversaire) alimente le discrédit de la scène politique. Enfin, le recours au marketing politique forcené joue également comme un puissant révélateur, les candidats apparaissant de plus en plus clairement pour ce qu'ils sont : des entrepreneurs politiques, selon la formule de Max Weber, en compétition pour l'exercice du pouvoir.

Est-il besoin d'ajouter que cette perception réaliste de la compétition politique comme lutte des places entre en pleine contradiction avec l'idéalisme démocratique, qui fonde la mythologie des « représentants du peuple » ? Dans ces conditions, on peut se demander si les hommes politiques, en usant et abusant du marketing pour préserver leurs intérêts immédiats, ne vont pas, sur le long terme, scier la branche sur laquelle ils sont assis en heurtant les croyances qui fondent leur légitimité. L'abstention massive des citoyens américains au cours des dernières élections semble plutôt conforter cette hypothèse.

P B



Le pays le plus endetté du monde

L'économie américaine sort, de fait, considérablement affaiblie par huit années de *reaganomics*. La sévère récession déclenchée en 1981-1982 par la déflation monétariste partie des Etats-Unis s'est étendue comme une traînée de poudre dans le reste du monde. Le chômage de masse gagna alors les pays industrialisés, tandis que le brusque recul de l'activité et la flambée des taux d'intérêt mettaient le tiers monde à genoux. En France, la relance initiée en 1981 ce cassait les dents sur la conjoncture internationale désastreuse et sur la fuite des capitaux.

Passé 1982, les Etats-Unis ont financé leur croissance à crédit. Car conformément aux préceptes de « l'économie de l'offre », l'administration Reagan a allégé la pression fiscale (surtout sur les hauts revenus) tout en augmentant considérablement les dépenses militaires. Or, le succroît de croissance n'a pas compensé le manque-à-gagner fiscal. Le déficit budgétaire s'est donc creusé. Pour le financer, Washington a eu recours à une technique simple : capter l'épargne étrangère à l'aide de taux d'intérêts élevés et de réductions sur la fiscalité des revenus du capital. Aimantés par une rémunération substantielle, les capitaux flottants de la planète vont ainsi irriguer le système financier américain.

Reste l'envers du décor. Pour le tiers monde, d'abord, littéralement étranglé par le renchérissement de sa dette (libellée en dollars) qu'a provoqué l'ascension vertigineuse du billet vert. Pour l'économie américaine elle-même ensuite, car l'escalade conjuguée des taux d'intérêt et du dollar a fini par handicaper très sérieusement les firmes américaines. Le déficit commercial américain a alors atteint les profondeurs des fosses marines. De 1982 à 1985, les Américains ont ainsi consommé ou investi sept cents milliards de dollars de plus qu'ils n'ont produit. La contrepartie d'un déficit commercial qui perdure, c'est aujourd'hui l'explosion de la dette américaine. Premier créancier du monde en 1981, les Etats-Unis en sont aujourd'hui les premiers débiteurs avec une dette nette qui file allègrement vers les cinq cents milliards de dollars.

Mais la panne de l'industrie américaine n'est pas seulement conjoncturelle. D'ailleurs, la chute plus ou moins pilotée du dollar depuis 1985 n'a pas résorbé le déficit commer-

cial américain. L'effort budgétaire démesuré concentré sur les dépenses militaires (deux mille milliards de dollars en sept ans) s'est fait au détriment de l'économie civile, et notamment de l'industrie fragilisée par le manque d'investissements, par une recherche aujourd'hui déliquescence et par un système de formation sensiblement dégradé. En définitive, le reaganisme n'a fait que conforter une tendance ancienne : celle du déclin économique relatif des Etats-Unis. La part de ceux-ci dans la production des pays de l'OCDE est, en effet, tombée de 60% en 1950 à 37% en 1984. L'industrie américaine, qui représentait 55% de l'industrie mondiale en 1945, n'en représentait plus que 21% en 1980.

Le déclin de l'empire américain

A ce déclin économique relatif, s'ajoute une évidente perte d'influence stratégique de l'empire américain. « *America is back* », clamaient les supporters de Reagan au cours de son premier mandat. Dans le domaine stratégique, on en était alors au retour de l'Amérique de grand-papa. Il s'agissait non seulement d'empêcher l'URSS de s'étendre, mais de l'obliger à se replier. Le programme de « guerre des étoiles » (IDS) devait permettre aux Etats-Unis de retrouver leur puissance hégémonique face aux forces de « *l'empire du mal* », dit Reagan.

Aujourd'hui, nous n'en sommes plus là. Le congrès mettant à profit l'énorme scandale de l'*Iranagate*, puis de la *Contragate*, s'oppose désormais à toute augmentation du budget militaire. Le programme IDS a, d'ores et déjà, été réduit à la portion congrue pour des raisons d'économies. L'US Army n'a fait « que » deux interventions directes pendant les années Reagan : l'invasion sans risques de l'île de la Grenade (1982) et le bombardement de Tripoli (1986). En outre, Reagan, faisant volte-face, s'est assis à la table des négociations avec Gorbatchev pour parler désarmement. Enfin, les avancées de la *pax américaine*, tant au Proche-Orient que dans la chasse gardée de l'Amérique centrale, ne sont guère probantes.

Malgré l'appui sans réserve de la Maison Blanche, les contrastes se sont brisés sur la résistance sandiniste, tandis qu'au Panama les injonctions américaines se sont avérées totalement impuissantes à chasser le dictateur trafiquant de drogue Noriega pourtant mis en selle, en 1970, par les autorités américaines.

L'empire américain n'a plus, aujourd'hui, les moyens économiques pour financer sa domination militaire. D'ailleurs, en février 1988, le Pentagone « a décidé de réduire de cent dix mille unités son personnel civil et militaire, et de supprimer ou de différer un certain nombre de programmes d'armement. En 1986, il prévoyait, pour 1991, un budget de quatre cents milliards de dollars : aujourd'hui, il parle de trois cent trente-quatre milliards. » (Le Monde diplomatique, octobre 1988). La politique extérieure des Etats-Unis va donc s'efforcer désormais de faire supporter une part accrue du fardeau de l'OTAN à ses alliés européens.

Le retour du refoulé

La campagne des présidentielles américaines a tourné à une vaste entreprise de célébration du reaganisme. Mais après ce gigantesque coup de bluff politique et médiatique, plus dure sera la chute ! L'administration Bush est désormais confrontée aux multiples problèmes épineux légués par leurs prédécesseurs. Sur le plan international, c'est elle qui va devoir affronter la réorganisation du capitalisme européen, la recomposition du tiers monde autour de la dette, la poursuite de la montée en puissance du Sud-Est asiatique, la fragilisation extrême du système financier international, la redistribution des cartes à l'échelle stratégique. Sur le plan intérieur, c'est elle qui va devoir prendre le taureau des déficits par les cornes, ce qui revient précisément à prendre le contre-pied des promesses électorales, à savoir augmenter les impôts, réduire la consommation, rompre avec les choix des politiques économiques antérieurs. Autant de coups portés au reaganisme fin-de-règne dans une Amérique fin-de-siècle.

Philippe BOURSIER (Gr. Emma-Goldman de Bordeaux)

Le geste de fraternité : une imposture

Le texte que nous publions est paru dans *Le monde* du 6 et 7 novembre 1988. Sachons que toutes les parties en italiques ont été « oubliées » par la rédaction de ce quotidien.

J-C

Faire passer la raison d'Etat pour de la fraternité, c'est l'imposture que constitue le referendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

La fraternité consisterait plutôt à prendre en considération la revendication d'indépendance du peuple kanak. Car enfin, la Nouvelle-Calédonie, située à vingt mille kilomètres d'ici, n'est pas en France. Cela tombe sous le sens. Et comme seul le peuple kanak a été colonisé, lui seul a le droit d'être consulté sur son avenir, lui seul a le droit de se prononcer sur le délai dans lequel doit intervenir le scrutin d'autodétermination.

L'imposture consiste à faire croire aux Français qu'ils vont voter pour permettre aux Caldoches et aux Kanaks de faire la paix. Mais ni ces accords ni la manne financière promise — si elle est débloquée — ne sont de nature à permettre une transformation des structures coloniales existantes. On fait comme si deux coureurs étaient sur la même ligne de départ et que le meilleur devrait gagner au terme d'une course de dix ans. L'égalité est fictive et la fraternité douteuse.

Le referendum évite un débat de fond sur la question : la Constitution permet-elle la décolonisation ? L'interprétation donnée à la notion de « populations intéressées » serait pourtant édifiante. Si, en effet, le principe « une personne une voix » était intangible aux yeux du Conseil constitutionnel, cela voudrait dire que, pour s'affranchir de l'Etat français, seule la révolte pourrait aboutir, et cela serait grave. Si la Constitution entraînait la colonisation et interdisait la décolonisation, nous touchons le fondement le plus inavouable de notre république.

On berne le « peuple de gauche » lorsqu'on lui fait croire qu'il sera solidaire des Kanaks en votant oui. En réalité, si les Kanaks ont jugé bon de signer les accords de Matignon parce qu'ils subissent un rapport de force très défavorable sur quel soutien du « peuple de gauche » ont-ils pu s'appuyer jusqu'à présent pour négocier de meilleurs accords ?

On conforte la droite en souhaitant publiquement, comme l'a fait à plusieurs reprises le Premier ministre, que la Nouvelle-Calédonie reste dans le giron français. On conforte les Caldoches, car ce qu'ils ont accepté ne met pas en péril l'essentiel : le « rééquilibrage » des Kanaks par rapport à eux est faussé d'avance, le gel électoral choisi les maintiendra majoritaires dans dix ans. Présenter M Lafleur comme un sage relève de la farce, il a seulement très bien compris ses intérêts, puisque l'Etat français a trouvé avec les accords de Matignon le moyen le plus pervers de rester en Nouvelle-Calédonie, même si cela doit impliquer une partition de l'île.

La fraternité mise en scène est censée être contagieuse. Elle devrait miraculeusement réconcilier les Français entre eux. En fait, il s'agit d'une opération de politique intérieure réalisée sur le dos des Kanaks. Ils sont les premières victimes de l'ouverture à droite.

Les statuts antérieurs ont échoué parce qu'ils ne remettaient pas en cause le statut colonial et la toute-puissance économique et politique des Caldoches. Il en sera de même pour celui-ci. Dans de tels conflits, la neutralité n'existe pas, et la position adoptée par le RPR à l'occasion du referendum devrait ouvrir les yeux.

Non les anticolonialistes, les démocrates conséquents ne peuvent passer sous silence l'imposture présentée à la télévision par une publicité politico-touristique honteuse qui est une insulte au peuple kanak. Faut-il voter nul ou ne pas voter ? En tout état de cause, il ne faut pas voter dupe, et il faut exiger l'indépendance kanak et l'amnistie sans exclusive pour tous les prisonniers.

Cette tribune est signée par :

- Des anciens des réseaux de soutien au FLN algérien : Guy Bourgeois ; Georges Fontenis ; Georges Mattei ; Michel Ravelli (co-signataire de l'appel des « 121 ») ; Roger Rey, Paul Denais.
- Des militants engagés dans les mouvements de solidarité avec la lutte du peuple kanak : Michèle Barrou (ex-collaboratrice de l'Association kanak pour le développement économique et culturel de 1886 à 1988) ; Jean-Christophe Berrier (membre du Comité de soutien aux prisonniers politiques kanak) ; Liliane Breton ; François Caussariou (d'origine caldoche) ; Daniel Guerrier ; Emir Harbi ; Medhi Lallaoui (responsable de l'association « Black-Blanc-Beur ») ; Bernard Riguet ; Christian Drouet.
- Des syndicalistes : Alain Ancel (correcteur CGT) ; David Assouline (responsable étudiant) ; Yves Roupsard (membre de la « Liaison syndicale pour Kanaky ») ; Paul Tomiche (responsable guadeloupéen) ; Christian Ursulet (responsable martiniquais).
- Des militants politiques : Chantal Chetcuti (militante des « Renouveaux communistes ») ; Jean-Pierre Duteuil (OCL, co-fondateur du Mouvement du 22 Mars) ; Maurice Joyeux (de la Fédération anarchiste) ; Alain Krivine (LCR) ; Marco Sazzetti (de l'UTCL).
- Ainsi que : Claude Gabriel et Vincent Kermel (auteurs de *Nouvelle-Calédonie : les sentiers de l'espoir*) ; Vincent Placol (écrivain antillais) ; Patrick Tort (philosophe).



HONGRIE Il fait froid... chez eux

Etre punk à l'Ouest se résume bien souvent à n'arborer qu'un look. A l'Est, c'est un combat permanent, surtout quand on a des choses à dire. Die Trottler est un des groupes hongrois les plus connus et des plus hais par les autorités. Lisez l'interview de Tamás, écoutez la musique de Die Trottler et vous comprendrez pourquoi leur fanzine s'appelle *Il fait froid chez nous*.

La rédaction

— **ML :** *Monde libertaire* : Tamás, peux-tu nous présenter Die Trottler ?

— **Tamás :** Die Trottler est composé de 4 membres (Ildi, Auschwitz, Kaktusz et moi). Le groupe est formé depuis 1981 à Budapest, à splitté à cause de divers problèmes en 1983, et s'est reformé en octobre 1985. C'est alors que nous avons fondé notre label K7, qui est depuis lors, et c'est un peu triste, le seul label indépendant en Hongrie. Die Trottler est donc un groupe de musique, un label et un fanzine qui a pour nom *Il fait froid chez nous*. Nous le préparons (Ildi et moi) ici, en français, pour qu'il soit ensuite diffusé en France.

Au niveau musical, on joue du « free-punk » et nous avons des idées, disons « libertaires » ou anarchistes, appelez ça comme vous voulez. Malheureusement, nous nous trouvons assez isolés avec ces idées dans ce pays de la médiocrité. Notre « opposition » ne naît pas de la haine contre tel ou tel parti ou système, ce combat vient de notre foi que tout le monde a le droit de s'exprimer, de créer, de vivre d'une manière libre, à l'Est comme à l'Ouest. Nous n'admettons pas qu'une majorité ou un régime quelconque puisse décider de ce que nous devons faire, de la manière de mener notre vie qui n'appartient qu'à nous. Nous sommes absolument sûrs qu'au-delà de la politique, des Etats et de la morale de la société, il existe un « humanisme » au fond de nous qui nous dit ce que nous devons faire. Nous n'avons donc pas besoin de chefs qui nous conduisent et qui nous ordonnent de suivre tel ou tel chemin. Si quelqu'un n'est pas assez intelligent pour vivre d'une manière humaine, respectant les autres et en étant digne du nom d'« être humain », il n'y a aucune autorité qui puisse le convaincre que ce ne soit en le forçant... Bon voilà en gros la présentation de Die Trottler et les idées qui nous conduisent.

— **ML :** *Est-ce dur d'être punk en Hongrie ?*

— **T :** On nous pose souvent cette question : « être punk », qu'est-ce que ça veut dire ? Si tu as un jeune mec de 15 ans avec un iroquois vert et que pour toi c'est ça être « punk », tu te dis certainement que c'est dur d'être punk parce que les flics t'emmerdent. Il est vrai qu'à une époque, c'était comme ça en Hongrie. On était contrôlé dix fois par jour. C'était pour montrer que quoi que tu fasses, ils te surveillent. Mais ça a changé depuis. Aujourd'hui, tu peux te faire un iroquois multicolore, ça n'irrite pratiquement plus personne. Par contre, ce n'est pas la même chose dans les autres villes hongroises, où les flics interdisent même les rangers et les docs. La police municipale ne peut pas laisser entrer les punks, même si c'est une mode. Uniforme pour tous ! Mais je sais bien que ce n'est pas à ça que tu penses quand tu me demandes s'il est dur d'être punk.

En ce qui nous concerne, nous sommes de plus en plus comme un label indépendant, une maison d'édition illégale qui distribue punk et musique alternative entre les autres « samizdats » (journaux de l'opposition). Et, dans cette affaire,

notre musique ne compte pas. Dans ce cas, si tu appelles ça encore « punk », je peux te dire que oui il est dur d'être punk par ici. Nous ne subissons pas l'oppression d'une manière directe, mais mon passeport m'est retiré depuis bientôt quatre ans, notre courrier est fouillé, nous sommes fichés quoi ! Et ça à cause de nos idées « punks » ou « libres », appellent-les comme tu veux. Par contre, si un jour nous nous arrêtons de distribuer des K7, d'agir, de faire le fanzine... et nous nous contentons d'être des punks « créteux », de faire une musique hardcore primaire, sans contenu, nous n'aurions plus aucun problème, et certes ils arrêteraient de fouiller notre courrier et de faire attention à nous.

— **ML :** *Que penses-tu des punks hongrois qui sont fascistes parce que c'est ce qui fait peur au régime ?*

— **T :** C'est une manière de penser complètement idiote, ridicule et superficielle. Cependant, je l'avoue qu'à l'âge de 14-15 ans, à mes débuts, j'avais le même avis. Si c'est à cet âge qu'ils pensent cela, ce n'est pas grave. Il faut les convaincre que

vous fournir des infos assez originales et authentiques pour que cela vous intéresse. De plus, les groupes et les gens d'ici qui essaient de faire bouger les choses ont besoin d'être connus et, par ce fait, protégés. Mais le public et la conscience de l'Occident peuvent nous protéger ! Comme les faits nous l'ont prouvé, la rédaction et la traduction ne sont pas nos plus grandes difficultés. Peu à peu, de plus en plus de questions se sont posées...

Il y a aussi la diffusion, Eddy fait un immense boulot avec ses parents ! Ils nous offrent leur aide, faute de quoi ce fanzine ne pourrait même pas exister... encore un problème : comment faire passer le fanzine à la frontière ? Notre numéro un est tombé dans les mains des flics, d'ailleurs. Donc, après 3 numéros, le problème n'est pas encore résolu. On les fait passer clandestinement, mais j'espère que vous m'excuserez de ne pas en dire plus. Rien ne ferait plus plaisir aux autorités que d'apprendre, de source officielle, comment nous nous démerdons à chaque fois pour réussir.



ce sont des conneries et c'est nous qui devons le faire. Mais si c'est à 20 ans qu'ils ont ces idées, c'est beaucoup plus dangereux. Il est très facile de tomber dans la crevasse qui existe entre « être facho pour ainsi exprimer son opposition » et « être facho parce que c'est sa nature d'origine », tu comprends ? Autrement dit, chez beaucoup de gens, la première catégorie représente le début et ils ne sont pas assez intelligents pour dépasser ces idées infantiles, et réfléchir sur le sujet, ils deviennent alors vraiment fachos.

— **ML :** *Racontez-nous l'aventure d'Il fait froid chez nous.*

— **T :** C'est en 1985 qu'Ildi et moi avons décidé de faire un fanzine, car il n'y en avait pas et aucun mouvement ne peut exister sans presse (maintenant, il y en a un et il est tout le temps emmerdé par la police, cf. *Zine* n° 4). On a fait le maximum pour y arriver, mais quand tout a été prêt, on a perdu le contact avec le mec qui nous aurait fait les copies. Il faut savoir qu'en Hongrie, il n'y a pas de photocopieuses dans tous les coins comme à l'Ouest, et elles sont contrôlées. De plus, ça coûte très cher. Comme si vous payiez 120 F pour *On a faim !* (1). Nous devons donc tout laisser tomber. Mais il restait l'envie énorme de le réaliser. Un jour, forcés par les lettres et les questions comme celles-ci, nous nous sommes dit qu'il fallait faire un fanzine pour l'Occident. On a mis toute notre énergie et je crois que, malgré mon français maladroît, nous pouvons

On prend beaucoup de risques, mais si ça vous plaît et ça vous intéresse, ça vaut la peine de le faire. Nous le faisons pour vous et pour nous, donc lisez-le et diffusez-le ! Je ne dis pas que tout marche bien, car Eddy, seul, n'arrive pas à diffuser le fanzine, c'est bien pour cela que nous cherchons l'aide de gens auxquels ce « truc » est sympathique.

Il faut du fric évidemment et, nous, nous ne pouvons pas en donner, car votre franc vaut 7 fois plus que la monnaie hongroise. J'espère qu'un jour Eddy arrivera avec l'aide de sympathisants, à imprimer le fanzine, car, pour une seule personne, faire 2 000 à 3 000 photocopies d'un fanzine de 40 pages, c'est de la folie ! Donc aidez-nous, car il est assez dur de faire un fanzine à 2 000 km de distance.

Des fois, ça me paraît irréel que peu à peu ça commence à marcher. Encore merci à Eddy et sa famille. Ses parents pourraient donner un bon exemple à tous ces punks alternatifs qui, en parlant, se disent solidaires et prêts à soutenir ceux qui sont encore plus dans la merde, mais dès qu'il y a un truc à faire, ils ne bougent pas le petit doigt.

Propos recueillis
par Philippe et Patsy
(Gr. de Nantes)

(1) On a faim ! est un fanzine anarcho-punk français.

Casabonne toujours en prison !

Jean-Philippe Casabonne est toujours incarcéré à la prison de haute sécurité d'Alcala de Meco, près de Madrid. Son dossier judiciaire est toujours vide, et le Parquet, malgré l'absence de preuves, continue à demander contre lui une peine de sept ans de prison pour collaboration à bande armée.

La date officielle de son procès est fixée au jeudi 1^{er} décembre 1988 : Jean-Philippe aura passé, alors, un an et demi derrière les barreaux. Dans le « Monde libertaire » du 7 juillet dernier, nous avions déjà dénoncé la décision du tribunal espagnol de reporter le jugement de début juillet à début décembre. En six mois, rien de nouveau ; aucune preuve accablante n'est venue s'ajouter au dossier, en dépit des efforts des autorités espagnoles qui ne négligent rien : faux témoignages, perquisitions hypothétiques, etc.

Pour exiger l'acquiescement et la libération immédiate de Jean-Philippe, le comité de Bordeaux appelle à une mobilisation massive. Elle se traduira, dans un premier temps, par une manifestation à Bordeaux, le 17 novembre prochain, place de la Victoire à 18 h (une autre est prévue à Pau le 19 novembre). Dans un second temps, un bus pour Madrid est prévu en vue d'assister au procès. Le départ d'Irun aura lieu le 30 novembre à 23 h ; le retour est fixé au lendemain soir, après le procès. L'achat des billets ou les souscriptions peuvent être réalisés auprès de la librairie associative libertaire de Bordeaux l'En Dehors (prix de vente des billets : 150 F ; souscriptions : selon vos moyens) (1).

Enfin, vous pouvez envoyer des lettres de protestation à l'ambassade d'Espagne (2). De même, vous pouvez exprimer votre soutien en écrivant à Jean-Philippe (3). Après un an et demi d'incarcération, il en a plus que jamais besoin.

Francis LAMBERT
(Gr. Emma-Goldman de Bordeaux)

- (1) Librairie l'En Dehors, 8, rue Saint-François, 33000 Bordeaux, tél. : 56.92.17.78.
- (2) Ambassade d'Espagne, chancellerie : 13, avenue Georges V, 75008 Paris.
- (3) Comité de soutien à Jean-Philippe Casabonne : BP 60, 33031 Bordeaux cedex, tél. : 56.31.43.84.



A l'heure de l'objection de conscience

ESPAGNE

CLARIFIER la situation actuelle de l'objection de conscience n'est pas chose aisée. Les événements d'aujourd'hui, sont le produit d'un travail de longue haleine, même si les médias les rapportent avec un fracas sensationnaliste. Nous espérons que cet article permettra d'appréhender les informations divulguées tapageusement à l'opinion publique espagnole (à la suite des dernières actions spectaculaires du Mouvement des objecteurs de conscience, NDLR).

Historique

Au temps du dictateur Franco, la vie des objecteurs pouvait être résumée par deux mots : prison et silence. Ces deux mots se suffisent, mais il faut souligner tout de même le malaise ressenti, dans les dernières années du franquisme, par l'existence d'un contingent d'objecteurs emprisonnés. Si bien qu'un décret fut présenté au Cortès (1), dans le but de régulariser la situation, légalisant l'objection pour des motifs exclusivement religieux. Malgré ces restrictions fondamentales, ce décret fut repoussé.

Fraga, le dernier leader de la droite franquiste, et du vivant de Franco, proposa une réforme du service militaire obligatoire, envisageant la possibilité d'accomplir un service dans une institution non armée. Cette réforme resta à l'état de projet.

Transition vers la démocratie (1975-1978)

L'objection se développe pendant cette période. Avant même les premiers textes constitutionnels, le gouvernement de l'UCD (2) de 1976 adopte un décret qui régule provisoirement l'objection de conscience et ajourne indéfiniment l'incorporation des objecteurs. La lutte pour le droit à l'objection se livre dans les égouts, et comme les militaires ne veulent pas que la fiente fasse surface, ils se montrent négociateurs.

Nous mettons à profit la moindre brèche, à l'époque, pour faire parler de nous dans la presse. Le temps de la souffrance et de la prison est derrière nous. En 1978, deux faits sont à souligner :

- la Constitution espagnole reconnaît le droit à l'objection de conscience, mais de façon restrictive ;

- le congrès de Landa, où naît le premier groupe rassemblant un important collectif d'objecteurs de conscience ; la religion n'est plus le motif fondamental d'objection. Le Mouvement des objecteurs de conscience (3) se veut révolutionnaire, alternatif et non violent.

La longue attente

Bien que la Constitution donne pour acquis un droit, devenu un usage depuis longtemps, les militaires se montrent cette fois intransigeants quant à une possible régularisation des objecteurs de conscience. Le silence reste une des vertus de l'armée de la jeune démocratie.



En décembre 1984, le gouvernement socialiste, dont les relations avec les militaires ont fait couler beaucoup d'encre, passe enfin un accord avec ceux-ci. Les idées directrices en sont les suivantes :

- non-reconnaissance de l'objection de conscience en tant que droit fondamental ;
 - suppression de l'objection de conscience à l'intérieur des casernes ;
 - pénalisation de la propagande antimilitariste ;
 - la durée du service civil sera plus longue.
- « La patate chaude », surnom du collectif de 20 000 jeunes concernés par le statut d'objecteur, passe des mains de l'armée à une dépendance gouvernementale. Les militaires respirent.

Le Mouvement des objecteurs de conscience réagit et rend publique une déclaration d'objection collective, court-circuitant l'instance juri-

dique. Il réussit à faire libérer tous les objecteurs déclarés pendant la période du service militaire. Les militaires, quant à eux, préfèrent laisser la fiente au fond des cloaques. La loi se donnait un délai de trois mois pour la mise en place d'un service civil. Dans ce domaine, le gouvernement avance sur la pointe des pieds. A l'époque, il s'agit de résoudre en priorité les affaires majeures, comme le maintien de l'Espagne au sein de l'OTAN.

Pendant ce temps, le Défenseur du Peuple (4) présente un recours devant le tribunal constitutionnel, basé sur la reconnaissance de l'objection de conscience comme un droit fondamental. Ce recours est rejeté, et l'objection de conscience continue à être une exemption du service militaire obligatoire.

Le Mouvement des objecteurs de conscience tient son second congrès en 1986. Ce congrès fournit la preuve d'une maturation politique. L'objection de conscience n'est qu'un des thèmes abordés par les participants, parmi de nombreux autres. Les sujets abordés seront : le sexisme, l'objection fiscale, les relations internationales et la nouvelle stratégie du Mouvement des objecteurs de conscience. La mise en place de la loi passait par la définition d'un service civil et d'une infrastructure d'accueil des objecteurs à venir. Il fallait, en priorité, se débarrasser des objecteurs « résiduels » : c'est le début des rumeurs sur l'amnistie.

L'heure sonna

Le gouvernement du PSOE (5), après les péripéties du referendum sur l'OTAN et sa toute nouvelle réélection, prend l'affaire en main : il dispose de temps devant lui, aucune échéance électorale ne pouvant présenter de danger. Première offensive, une campagne d'information. Ils sortent le règlement de la « PSS » (5) et, par voie de presse, laissent filtrer les délices qui attendent les futurs objecteurs. On s'apprête à signer rapidement des accords avec les organismes disposés à collaborer à la mise en place du service civil (Croix-rouge, Protection civile, Chemins de fer, etc.) et assoiffés de « volontariat » et de subventions.

Deuxième temps, arrive le moment de la désinformation. Toute une série de nouvelles contradictoires est orchestrée par le pouvoir : amnistie oui ! Application restrictive de la loi et mise en place dès septembre 1987. Amnistie non ! Promesses de prison pour les « rebelles ». Les médias sont utilisés massivement. Face à cette situation, le Mouvement des objecteurs de conscience établit sa stratégie : rendre la loi inapplicable. Les nouveaux objecteurs ne se feront pas inscrire (obligation légale visant le flicage). Ceux qui ont une demande d'inscription sur les listes de demandeurs de statut tenteront de passer sous juridiction militaire, s'incorporant au service militaire obligatoire, et objecteront dans les casernes.

Les éventuels amnisties renoncèrent au statut d'objecteur actuel, se mettant de fait dans la même situation que les autres. Cette stratégie prendra le nom de « saut de janvier ». Nous sommes conscients de tout miser sur une seule carte, celle de l'opinion publique, face à l'Etat. Les militaires, quant à eux, sont conscients que leur méthode actuelle, le silence, ne peut s'éterniser.

L'heure de l'antimilitarisme et de l'objection de conscience a sonné en Espagne, et l'impact médiatique du mouvement des objecteurs de conscience est tel, que le problème posé à la société espagnole toute entière est devenu du domaine public. Les mois qui suivent nous diront si la

détermination du Mouvement des objecteurs de conscience arrive à bout de la politique du gouvernement social-démocrate espagnol.

Article extrait de « Barricada de papel », journal de la CNT-R d'Andalousie

NOTES

- (1) Cortès : Parlement espagnol, constitué, à l'époque du franquisme, de caïques fascistes.
- (2) UCD : Union du centre démocratique, parti du centre droit où nombre des caïques dont nous parlions dans la note (1) se sont donnés une couverture démocratique. Seulement quelques uns, car d'autres appartenaient aujourd'hui au tout puissant Parti socialiste « ouvrier » espagnol (NDLR).
- (3) MOC : Mouvement des objecteurs de conscience.
- (4) Instance constitutionnelle de défense des individus qui s'estimant lésés par une discrimination anticonstitutionnelle.
- (5) PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol.
- (6) PSS : sigle de l'arsenal juridique couvrant le statut d'objecteur.

Etats-Unis : convention du WSA

Le week-end du 4 juillet, s'est tenue la cinquième convention nationale du Workers Solidarity Alliance, la section américaine de l'AIT. Les participants provenaient principalement de Boston, de Philadelphie, de l'ouest de la Virginie et de San-Francisco, en plus des militants de New-York où se tenait l'événement.

La rencontre s'est ouverte sur la constatation d'une augmentation des effectifs depuis l'année dernière. Les différents groupes locaux ont rendu compte des activités vitales du WSA : activités de propagande et d'agitation, publications — dont celle du journal de l'organisation, *Ideas and Actions* —, manifestations, activités de solidarité, discussions, etc.

Les deux délégués présents au congrès de l'AIT, en février dernier à Bordeaux, ont également rendu compte d'une coopération instaurée pour publier un journal commun aux sections britannique, australienne et américaine : l'*English Language IWA Discussion Bulletin*. Une campagne pour la libération de Moses Mayekiso, leader du syndicat des métaux sud-africains, a été débattue.

Les thèmes du congrès ont été les suivants :

- La redéfinition de la classe ouvrière : les nouvelles formes de travail masquent l'exploitation ;
- Les causes de la crise écologiste : rapport sur la destruction de la couche d'ozone de l'atmosphère, les différences entre l'écologie fondamentale et l'écologie sociale, et comment appréhender la crise de l'écologie du point de vue de la lutte des classes ;
- Les droits des gays : discussion sur l'oppression des homosexuels ;
- Discussion sur les rapports avec les autres libertaires : contact avec Workers Democracy, à Saint-Louis, contact et travail en commun avec les IWW à Boston, San-Francisco, au Colorado et en Virginie.

Pour clore la convention, la situation potentielle aux Etats-Unis, pour le développement de l'influence anarcho-syndicaliste, a été jugée favorable.

Relations internationales

ITALIE

9^e rencontre-débat « anarchisme et non-violence »

LES travaux de la conférence devaient commencer à 9 heures du matin, le samedi 17 septembre. Petit incident de début de séance : la présence de gendarmes en civil dans la salle. Refus unanime de commencer la discussion jusqu'à ce que ceux-ci ne déguerpiassent, vers 11 heures. Puis ouverture du débat, devant une assemblée d'une trentaine de compagnons, avec une présentation des intervenants dont j'assumais la charge. Pendant les deux journées, nous pouvions estimer l'affluence à 60 personnes, dont plus de la moitié prit la parole.

Les exposés au programme étaient au nombre de trois : sur Thoreau, Tolstol et Gandhi. Ils se déroulèrent le samedi après-midi. La matinée de samedi étant fortement entamée par l'incident et, avec l'assentiment de tous, on débuta par un exposé hors programme de Gianni Santin sur la vie et l'œuvre de Max Stirner. Avant cet exposé, on fit lecture de lettres, messages et télé-

grammes arrivés à cette 9^e rencontre, en provenance de camarades portugais, français et italiens. Parmi eux, citons le télégramme de la rédaction de la revue portugaise *A Idea* et la lettre de notre camarade Osvaldo Sasso. Après l'exposé sur Stirner, il y a eu un remarquable débat sur l'anarchisme individualiste et l'anarchisme communiste, avec participation de l'ensemble des présents. J'intervins pour parler de Kropotkine, en exposant une introduction à *L'entraide*, *La morale anarchiste* et *L'éthique*, pour ne pas réduire le débat sur l'anarchisme à l'individualisme.

Le samedi après-midi, les travaux furent ouverts par Veronica Vaccaro par un exposé sur Thoreau. Suivirent ensuite les professeurs Beppe Marasso, qui aborda Tolstol, et Alberto Abate, sur Gandhi. Il s'ensuivit un intense débat qui reprit dimanche matin.

Giovanni TRAPINI

RÉVOLUTION FRANÇAISE : Le feu et le sang révolutionnaires

L'émission de Radio-Libertaire du 25 novembre verra s'ouvrir le troisième volet de nos réflexions sur la Révolution française. A l'aide de l'intervention de Jacques Godechot (1), Thierry Paquot et Elisabeth Guibert-Sledziewski, nous prolongerons ces analyses que la commémoration du bicentenaire n'appelle pas toujours.

Yves PEYRAUT

QUE d'images la Révolution française ne suscite-t-elle pas dans nos mémoires ! Par manuels d'histoire interposés, il arrive que cette révolution soulève des héros rapides, des fictions de batailles et des prodiges singuliers. L'imaginaire entretenu par la république fait souvent commencer notre histoire véritable en 1789 autour des mêlées « furieuses » de la Bastille. Quand ce ne sont pas les révolutions postérieures qui s'inspirent du « modèle » de 1789, vivant leur présent dans les habits dépassés d'une émancipation historiquement limitée. Le mort saisit le vif...

Au moins, cette mémoire « oublie »-t-elle moins les actions et effervescences d'une époque tendue vers la réalisation d'objectifs sociaux et politiques, que beaucoup de discours contemporains attachés à gommer la puissance de mouvements de révolte avant de se muer en mouvements révolutionnaires. En cela, il importe de rappeler les moments essentiels de cette révolution.

L'ère des révolutions

Unique en son genre, la Révolution française n'a cependant pas surgi sur un sol vierge de tout mouvement. A tel point que les historiens parlent plus volontiers d'une ère des révolutions que du seul exemple français. Ce dernier est en quelque sorte porté par des conditions internationales qu'il convient de ne pas négliger.

La révolution dans l'hexagone prend appui sur des révolutions atlantiques qui participent de cheminements intellectuels et sociaux parallèles : des polémiques et des actions s'y éprouvent dans lesquelles certains personnages de la future révolution de 1789 s'illustrent déjà. Les Lumières ne demeurent pas nationales mais se vivent de façon cosmopolitique.

Les Etats-Unis (1770), les Pays-Bas (1775), Genève (1782), le Brabant (1787-1790), les Emeutes de Gordon (1780), rappellent combien le mot « révolution » s'entend en un sens nouveau (et non plus astronomique), et comment la responsabilité de l'histoire incombe désormais à des peuples entiers. Les structures sociales féodales et monarchiques se heurtent, dans cette partie du monde occidental, à des résistances farouches, à des volontés trop contenues par les règles politiques restrictives.

Les révolutionnaires de 1789 se souviendront des conquêtes et des exploits étrangers lorsqu'il s'agira d'élaborer les principes du nouvel espace juridique. Théoriciens du

droit et de l'Etat garderont en mémoire ces Déclarations qui, des Etats-Unis au Brabant, assaillèrent les sources de la légitimité aristocratique.

Un peuple en arme

Mais, sur cet arrière-fond général, se dressent des événements inédits. Des foules se lèvent les armes à la main, déploient leur courage, tour à tour, dans des révoltes spontanées et des mouvements organisés. Il importe alors de comprendre comment s'opère le passage des uns aux autres, comment les événements servent la conquête d'un ordre social inespéré.

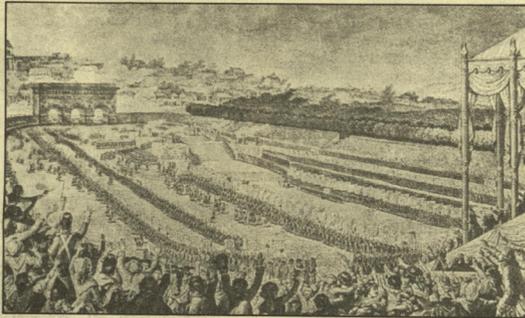
L'année « sans pareil », 1789, s'illustre des Etats-Généraux (5 mai), du Serment du Jeu de Paume (20 juin), de la prise de la Bastille (14 juillet), de la Grande Peur (juillet), de la Nuit du 4 Août, des Journées d'Octobre, du retour du roi à Paris, de la nationalisation des biens du clergé, etc. Autant d'événements qui font aujourd'hui partie d'un imaginaire social et politique républicain.

Cela dit, cet « héritage » risque bien de disparaître sous les nouvelles formes d'une mentalité comptable. Beaucoup tentent des « bilans », avec des colonnes « débit » et « crédit », par lesquels ils veulent discréditer la « violence » révolutionnaire. L'époque aidant, il semble plus séant de réclamer des « révolutions » pacifiques, sans goutte de sang versée, que de rappeler combien une violence révolutionnaire répond avant tout à une violence préalable.

Il est plus pertinent de se demander comment un peuple apprend dans et par ses actes à devenir l'acteur de sa propre histoire. Les événements cités ci-dessus se suivent et se confortent mutuellement. A les égrener de façon séquentielle, on en perd le sens possible et cette liaison au travers de laquelle des révoltes parfois particulières finissent par former un mouvement de révolution. Car, il importe de comprendre comment s'accomplit la mise en jeu de sa vie au cours d'une émeute, quel sens chacun donne à la prise en main des armes, au nom de quoi un rassemblement d'individus dispersés se mue en force combattante. Cette « alchimie » de l'action mérite examen parce que l'on a trop vite fait de parler de « masses en action », dans un sens, ou de « manipulation », en un autre.

Le sujet de l'histoire

Et, dans l'examen de ces événements, il nous appartient de déceler



le sens de cette histoire. Bien au-delà de ces séquences, c'est à un processus que nous avons à faire, avec sa maturation, son cours et ses incertitudes. Loin de la spontanéité du « Grand Soir », la complexité d'un mouvement historique nous est donnée à étudier.

La modalité essentielle de ce mouvement se reflète dans la manière dont un peuple se pense comme sujet de cette histoire. Modalité à laquelle Sièyès a largement contribué en écrivant ce texte majeur de l'année 1789 : « Qu'est-ce que le Tiers-état ? » Dans ces lignes se dessinent les figures programmatiques d'une prise en main de la destinée sociale d'un peuple réduit à l'esclavage. Par discrimination et exaltation, Sièyès apprend à

relier un passé et à le déclarer périmé. Puis, il trace les linéaments d'un futur potentiel, porteur des valeurs nouvelles. En partageant le monde entre « ancien » et « nouveau », il définit une puissance collective inédite, celle d'un sujet qui acquerra son « être » dans et par ses actes.

Dès lors, ce sujet de l'histoire pourra se reconnaître dans les événements qui contribuent à transformer le régime politique : les foules du faubourg Saint-Antoine n'assisteront pas seulement les sergents Hoche et Hulin devant une Bastille gardée par des éclopés, elles pousseront les sergents en question à accomplir cette prise avec la détermination qui s'impose devant un

symbole de l'Ancien Régime. Les femmes qui mèneront les Journées de Septembre ne seront pas sans savoir qu'elles attestent d'une prise de conscience qui engage tout un peuple.

Le feu et le sang

Loin des facilités du commentaire récurrent, la discussion du sens de la Révolution française doit s'attacher à privilégier les actes d'un peuple, plutôt que ses traits culturels. Mil sept cent quatre-vingt-neuf n'est pas un objet « froid » de la réflexion, mais l'engagement contradictoire d'un peuple entier dans la transformation de son régime social et politique. Cette année-là nous apprend à lire la mise en forme d'un sujet de l'histoire dans des conflits d'intérêts et dans des enjeux sociaux. La Révolution française ne se laisse pas réduire à une idée. Elle est mouvement et acte constitutif d'une dialectique nouvelle des rapports sociaux.

Christian RUBY

(1) Jacques Godechot est l'auteur de nombreux ouvrages, dont celui intitulé : Les Institutions de la France révolutionnaire et impériale (1968) ; Elisabeth Guibert-Sledziewski, qui est déjà intervenue sur l'antenne le 27 janvier 1987, a écrit, entre autres, l'ouvrage : Idées et conflits dans la Révolution française, aux éditions Méridiens-Klincksieck, 1986.

PEINTURE

Laurent Zunino : « La mémoire des lendemains »

LES années 80 sont marquées par une « éphémérité » des modes et des habitudes culturelles. Le développement d'une société audio-visuelle ne fait que plonger un public dans le prêt-à-jeter. La peinture n'échappe pas à cette règle, le « Fast Art » a existé en tant que mouvement mais existe aussi comme pratique picturale. Ces pratiques sont l'œuvre d'artistes que la culture de l'image de ces dernières années a fabriqués. Ces démarches artistiques ont été digérées sans problème par les institutions culturelles, même si les thèmes sont quelques fois outranciers. Curieusement, ce sont les artistes qui ont une pratique picturale authentique et un travail de recherche important qui restent loin des critiques. J'écrivais dans le *Monde libertaire* n° 681, à propos de l'exposition « Soleil Noir » de Laurent Zunino, « qu'ils comptaient parmi les acteurs potentiels d'un retour à la peinture ». Un an après, mes pensées d'alors sont dépassées par sa pratique picturale. Son exposition, « La mémoire des lendemains » (1), est un véritable événement. La grande qualité des productions, par une maîtrise parfaite de la peinture, fait de Laurent Zunino un grand peintre. Au niveau pictural un vrai délice, un travail sur la matière très important. Il a aussi un parti pris pour la figuration, une figuration suggestive où le spectateur peut prolonger le travail du peintre. Des personnages funambules au bord de l'instabilité où le désespoir les guette. Mise en scène toujours mûrie avec un choix de couleurs essentiellement sombres. La qualité d'un artiste se voit souvent dans l'exécution de petits formats. Là aussi il ne nous déçoit pas, sa peinture prend tout son corps même dans les moindres détails. Une exposition à voir et à revoir, un pavé dans la médiocrité ambiante, sachons l'appré-

cier car l'histoire ne pourra pas faire l'impasse sur ce travail. Léo Ferré chante, je cite de mémoire, « on naît seul, on meurt seul, entre les deux ce sont des passages ». Laurent, lui, met en scène avec beaucoup d'habileté des situations pour vivre ces trois moments.

Cette exposition est un travail sur la mémoire. Mémoire sans laquelle l'expérience n'existerait pas, mémoire qui nous fait militer

et croire à des lendemains... Il est important qu'elle soit efficace. Espérons que notre mémoire collective n'oubliera pas les moments de cette recherche picturale sur elle.

André ROBERT

(1) Galerie « Tendances grises », 159, rue Saint-Charles, Paris 75015 (tél. : 45.57.68.27), du 23 novembre au 4 janvier, tous les jours de 14 h à 19 h.



Gala de Radio-Libertaire

Pour fêter son septième anniversaire, Radio-Libertaire aurait pu organiser un référendum. Mais elle a préféré proposer à tous ceux qui veulent la soutenir un spectacle avec Patrick Font, Philippe Val et Xavier Lacouture. Pour prouver qu'un radio peut vivre sans publicité et diffuser d'autres musiques que celles du Top 50, venez nombreux à la Mutualité (24, rue Saint-Victor, 75005 Paris, métro Maubert) le vendredi 2 décembre, à 20 h 30 (1).

La rédaction

(1) Les billets sont en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélie, 75011 Paris, tél. : 48.05.34.08) au prix de 100 F et de 70 F pour les porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire.

PEINTURE

Poup « le juste » au Grand Palais

POUPEVILLE est un gars souriant, prolixe, bizarre, déconneur et peintre. Je m'explique. Souriant : je l'ai rencontré il y a quelques années, tout de suite sympa, convivial, drôle, communicatif. Prolixe : surtout quand on parle peinture. Intraisable, passionné et, avec ça, modeste (le contraire d'un fabricant de peinture), c'est pas le genre « moi, je ; moi, je ». Bizarre : j'aime les gens bizarres, il n'y en a pas assez dans ce pays merveilleux et con à la fois. Ce n'est pas lui qui est bizarre, c'est son univers de peintre ; il a besoin d'avoir confiance pour en parler, mais il faut voir son travail pour comprendre (évidemment). Au

fond, ce sont ses peintures qui me rendent bizarre. Déconneur : il adore ça, donc, il est toujours en bonne santé. Les personnages de ses tableaux, mis en situation, avec leurs trognes, leur peur, leur loufoquerie, voire leur absence de toute morale, bien entendu, sont tous un peu fous comme on aimerait l'être chaque jour.

Poupeville, de son prénom Denis, nous montre un « quotidien » qui n'existe nulle part. C'est à la fois lointain et très proche de nous. Les titres de ses tableaux sont étonnants : *La nuit du rapt*, *Les offices*, *Le pied de nez*, *Tigres des campagnes*, *La bavure*, *Le retour de la horde*, *L'enlèvement de tutu*



Mauve. On pense à Breughel et Jérôme Bosch. Le premier pour le style, Jérôme pour l'imagination. Le papier est son support de prédilection.

Si je parle de « Poup le juste », c'est qu'il me fait penser aux temps anciens où chacun portait son surnom. On pourrait aussi l'appeler « le modeste Poup ». Il prétend aimer l'anecdote (« *Cela ne me dérange pas* », dit-il). C'est sa façon à lui de ne pas entreprendre de grandes discussions. Néanmoins, sa peinture dépasse largement l'anecdote. Boris Vian écrivait en exergue d'un livre : « *Ce livre est totalement imaginaire, donc il est vrai.* » Poup me fait donc penser à Boris Vian, aussi à Brassens, Ferré, Louise et Bakou.

Son travail est admirable, c'est pas pathétique, ça fait pas chialer, mais ça touche. Il aurait pu peindre tout cela y a 400 ans, et il pourrait le faire dans 400 ans. Je veux dire que le temps n'a pas beaucoup de prise sur lui. Mais pour en parler au jour d'aujourd'hui, je dirais que Poupeville est un peintre d'automne, qui te remémore, qui te laisse des coins chauds, qui te rend perplexe en face des sombres, des morderés, des soirées précoces, des souvenirs oubliés.

Poup expose dans le cadre de MAC 2000, Art 88, au Grand-Palais, du 25 novembre au 5 décembre. Un mot sur cette manifestation pas comme les autres. MAC 2000 (Manifestation d'art contemporain) se tient chaque année entre novembre et décembre, et ceci selon les prévisions, jusqu'en l'an 2000. La présidente, Concha Bénédito, offre à chaque exposant un espace lui permettant de montrer une véritable exposition personnelle, gérée par lui-même. Le nombre des exposants est réduit volontairement à 60 artistes pour les raisons mentionnées plus haut. Formule très différente par rapport aux salons classiques proposant une œuvre par exposant.

A MAC 2000, vous pourrez rencontrer les artistes et leurs œuvres, environ dix pièces par espace. Cette manifestation accueille, depuis 1985 (date de sa création), 15 000 à 20 000 visiteurs chaque année. Précipitez-vous dare-dare au Grand-Palais, vous ne serez pas déçus. Viva Poupma ! Vernissage le vendredi 25 novembre, de 18 h à 23 h.

Jean DASSONVAL

NOTE DE LECTURE

« Mourir à Ouvéa »

CE livre est le fruit d'un travail journalistique sérieux et documenté, basé sur l'ensemble des articles parus dans le quotidien *Le Monde*. Les prémisses des événements, le procès des assassins de Hienghène, acquittés malgré les dix Canaques exécutés, la politique Chirac-Pons en Nouvelle-Calédonie, et comme une conséquence inéluctable du mépris affiché, la guerre ouverte déclarée au FLNKS, guerre s'achevant dans le bain de sang connu sous le nom d'événements d'Ouvéa, c'est toutes ces pages de l'histoire récente et mille fois répétées du Caillou qui sont passées au crible par ces deux journalistes sourcilieux et tenaces.

Trois lectures de ce livre sont possibles. La première, événementielle, permet au lecteur de se faire une idée précise du climat politique et social, des principaux faits et gestes de l'armée française sur l'île d'Ouvéa, des silences et omissions sur la reddition des preneurs d'otages canaques. Les faits se suffisent à eux-mêmes, ils sont corrosifs et dérangeants pour les illusionnés de l'Etat de droit et de l'armée d'une démocratie. Mais n'allons pas trop loin. Le but des auteurs est de montrer la différence entre la technique Chirac (entendez la matraque, électrique de préférence), et la méthode Rocard (entendez des évêques, des pasteurs et des franc-maçons). Il faudrait être aveugle pour renvoyer dos à dos Chirac et Rocard. Le livre a une mission évidente et apporte une obole au récent referendum. Tout doucement, nous arrivons à la seconde lecture.

Au-delà des faits, il y a l'analyse de démocrates indignés par l'attitude de l'armée française en Nouvelle-Calédonie. Pour permettre au lecteur du *Monde libertaire* de se faire une opinion, voici une petite citation longue de conséquences sur les intentions des auteurs. Parlant des exécutions probablement commises par « notre » armée d'occupation, Plenel et Rollet remarquent : « *Certains esprits forts objecteront qu'après tout la guerre a ses lois que ne connaît pas le temps de paix : l'autorité civile s'en étant remise à des militaires dont le métier est de faire la guerre, il n'y aurait pas lieu de s'offusquer (des extraditions). Mais où est-il écrit que le métier des armes ne connaît aucune règle, aucun principe, aucune déontologie ?* » (1).

Après les faits, l'analyse de démocrates exigeants, nous arrivons aux limites du livre. Défendre l'Etat contre lui-même, parler de déontologie du métier des armes, signifie s'illusionner sur l'Etat et l'armée, c'est se condamner à revivre périodiquement la même indignation. Nous autres, libertaires, porterons un jugement critique sur cette insoutenable légèreté de l'analyse de la raison d'Etat. Quoi qu'il en soit, la lecture de l'ouvrage est pleine d'enseignements, et les auteurs prouvent que certains îlots de presse libre persistent. Pour combien de temps ?

Xusep BENLIURE

(1) Prologue, page 8.

Du côté de la bande dessinée

LE numéro 34 du magazine *L'écu* propose, comme à son habitude, une livraison de bandes historiques parmi ce qui se fait de mieux dans le moment : Hermann (*Les tours de Bois-Maury*), Dermaut et Bardet (*Malefosse*), etc.

Plus surprenant : *Les Poux* (1). Ces poux sont, en fait, l'emblème et les acteurs du récit complet que deux frères consacrent à une période mal cernée de la résistance makhnoviste : la fin, la débacle d'un mouvement, les dernières batailles avant l'épave.

En fait, tout se déroule dans un no man's land sinistre où les flux et reflux des mouvements de troupes rouges, blanches et anarchistes ont isolé un mélange d'humanité disparate.

Quelques anarchistes qui tentent de rejoindre à bord d'un train blindé la bataille qui fait rage, mais aussi tous ceux qui se sont agglutinés dans les wagons et pour qui la loi du plus traitre est toujours la meilleure.

Curieux récit, qui brasse l'histoire passée et future de ses acteurs et de la Russie. Dans ces périodes de chaos, l'histoire individuelle n'a plus de sens : tous sont modelés par les événements. Seule, comme tentera de le prouver Makhno, l'union peut essayer d'enrayer la machine. Essayer...

Bref, une bande particulièrement prometteuse, au scénario assez romantique, au dessin à la fois naïf et vigoureux. Un regret : l'article de présentation (« Anarchie ! Anarchie ! ») est fait par un historien qui, bien qu'apparemment de bonne volonté, ne s'est pas donné beaucoup de mal pour comprendre les idées libertaires. Mais, et c'est le principal, les auteurs savent de quoi ils parlent.



K

(1) Par Alexandre et Martin Stalner, scénario de Christian Mouquet.

Du côté de la SF...

Qu'est-ce que l'édition 1988 d'*Univers* (1) ? C'est un véritable feu d'artifice en bleu, jaune et rouge avec 16 nouvelles, une interview de Gene Wolfe, un essai sur l'uchronie et une rubrique d'actualité. Il n'est pas nécessaire de s'attarder sur l'interview et l'essai : les actualités sont intéressantes mais beaucoup trop courtes. Ce sont les nouvelles qui valent d'être lues. La meilleure d'entre elles est écrite par Peter Lamborn Wilson, qui nous raconte dans un style « imaginal » la quête de *La fontaine de jouvence* par Ponce de Léon, conquistador célèbre. Ensuite, vous pourrez prendre *Des nouvelles de D Street*, par Andrew Weiner, dans une ambiance de polar très sombre. Pour se remonter le moral, rien de tel que de faire *Le jeu avec Lelah*, de Jean-Pierre Andrevon, dans un décor de bataille entre tanks et dinosaures, la nature reprend ses droits. C'est Greg Bear qui nous parle de science informatique dans *Tangentes*. Un peu de danse, avec *L'Étoile*, de Richard Canal, faut-il en parler au soleil ? Les prophéties de Kim Stanley Robinson sont très actuelles, il nous parle de *Dans la déche en l'an 2000*, elle ressemble beaucoup à celle d'aujourd'hui. Mais ce sera à Michel Jeury de préfigurer la révolte dans *Machine donne* ! Vous trouverez aussi, dans *Univers 1988*, des textes de George Zebrowski, Gregory Benford, Howard Waldrop, Francis Valery, Jean-Pierre April, Joëlle Wintrebert, Tanith Lee, Jean-Pierre Vernay et James Patrick Kelly.

C. NATUREL

(1) *Univers 1988*, éditions J'ai Lu, n° 2354.

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 17 novembre

« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invité, à propos de son exposition « La mémoire du temps » à la galerie Tendances grises, Laurent Zunino.

Vendredi 18 novembre

« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : Christian Souchon parlera de l'écologie à l'université et d'écologie et de politique.

Dimanche 20 novembre

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : avec comme invité Christian Eyschen, à propos de l'histoire de la mutualité.
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : avec comme invités Sherif Khaznadar et Nadia Collomb de la Maison des cultures du monde.
« Relations internationales » (18 h 30 à 20 h) : à propos des impôts en Grande-Bretagne (poll tax).

Mercredi 23 novembre

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : à propos de l'orthopédie réparatrice et de la chirurgie des mains, avec le professeur Lemerle.

« LES CLASSES SOCIALES EN FRANCE, UN DÉBAT INACHEVÉ (1789-1989) »

Interview de Larry Portis

Depuis plusieurs années, particulièrement depuis 1981, des journalistes, des écrivains, des scientifiques, des hommes politiques, des notables, des patrons, des syndicalistes, etc., utilisent le mot « consensus » jusqu'à le vider de son sens. L'interview de Larry Portis sur Radio-Libertaire (1), auteur des *Classes sociales en France, un débat inachevé (1789-1989)* (2), nous montre que cette négation de la lutte des classes par les pouvoirs successifs est une constante. Alors que la commémoration de la Révolution française approche, il n'est pas inutile de rappeler que c'est au nom des droits de l'homme que les coalitions ouvrières ont été interdites en 1791.

La rédaction

(1) Emission « Chronique syndicale » (sur Radio-Libertaire, 89,4 MHz, à Paris), tous les samedis de 11 h 30 à 14 h 30.

(2) Les classes sociales en France, un débat inachevé (1789-1989), Larry Portis, Editions Ouvrières, Paris, 1988, 190 pp., 98 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

— Serge : J'ai connu Larry Portis à travers un livre qui s'appelle IWW et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis, paru aux éditions Spartacus en 1985. Je te connaissais comme quelqu'un qui est américain d'une part et qui s'intéresse au mouvement ouvrier aux Etats-Unis d'autre part. Est-ce que tu peux nous dire très vite ton itinéraire ? Et peut-être y a-t-il une suite logique entre les livres que tu as écrit ?

— Larry Portis : Oui, il y a une suite logique effectivement. Le premier livre que j'ai fait était sur Georges Sorel, qui était un grand critique de la société bourgeoise française et aussi un critique de la sociologie. Il basait sa critique contre ce qu'il a perçu des attaques contre l'idée de classes. Et là, il faut que je précise : le titre du bouquin est *Les classes sociales en France* ; c'est effectivement ça, mais c'est pas seulement ça. Le titre véritable est *Les classes sociales en France, un débat inachevé (1789-1989)*. Et c'est très important parce que ce n'est pas un livre sur les classes sociales, mais sur l'idée ou la notion de classes sociales.

Pour répondre à ta question plus précisément, j'ai fait ce livre sur Sorel et un deuxième sur les IWW américains. Les IWW étaient importants dans le contexte syndical et l'histoire du mouvement ouvrier américain, parce que c'était un mouvement, une organisation, qui représentait la classe ouvrière. Et ils étaient aussi comme Sorel, très conscients de préserver cette notion de classes sociales. Tu me demandes des renseignements sur mon cas personnel. Effectivement, mon père était syndiqué. Moi, j'ai travaillé dans plusieurs domaines, et j'étais syndiqué aux Etats-Unis. Toute ma recherche a porté sur les problèmes de la classe ouvrière et le développement de la théorie sociale.

— Alain : Revenons à ton ouvrage, qui s'intitule *Les classes sociales en France, un débat inachevé*. Ce débat commence en 1789, avec comme tout le monde le sait maintenant, la Révolution. La révolution, c'est la nuit du 4 août 1789, l'abolition des privilèges féodaux, c'est « Liberté, égalité, fraternité ». Mais, dans le concret, cette liberté n'est pas pour tous, cette égalité et cette fraternité sont loin d'être réelles. Différents ouvrages vous le montreront ou vous l'ont déjà montré avec la célébration du bicentenaire de la révolution ; cette révolution dite bourgeoise laisse un certain nombre de populations dans la misère, dans des conditions de vie et de travail les plus défavorables.

— L P : La Révolution française représente la naissance de choses différentes et presque contradictoires. D'une part ça représente la naissance d'une société divisée en classes. Parce que la société française avant la révolution était divisée en ordres, en castes, pas en classes. D'autre part, la Révolution

française est la naissance de l'idée nationale. Donc ces deux perceptions, de la nation unie d'une part et de la société divisée en classes d'autre part, se contredisent. C'est tout à fait logique, même si c'est paradoxal, que la Révolution française n'ait pas seulement débouché sur les luttes sociales, mais sur les luttes idéologiques aussi.

— A : Par rapport à cette révolution qui devait unir la nation, il n'était pas question d'entendre les divergences d'intérêts, classe ouvrière contre classe bourgeoise. Il était impossible d'entendre cela pour l'idéologie dominante. Pour cela ils se sont donnés des moyens. On a par exemple la loi Le Chapelier qui interdit les coalitions dès 1791. Il est impossible d'entendre dès le début de la révolution — ça va se poursuivre tout au long du XIX^e siècle — que cette révolution n'est pas autre chose qu'une révolution pour les bourgeois. C'est-à-dire qu'il est impossible d'entendre qu'il y a divergence au niveau des classes sociales.

— L P : On ne parlait pas de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière, on parlait de Tiers-état. C'était ça la nation, parce que le Tiers-état était uni contre l'aristocratie, contre cette caste dominante qui représentait la société féodale.

— A : Ce qui est important dans ton ouvrage, c'est qu'il montre la naissance de la sociologie. La sociologie telle que je l'entends depuis Mai 68 est une sociologie émancipatrice, contestataire. Dans ton ouvrage, l'essentiel de ta démonstration est que les premiers sociologues ne sont là que pour intégrer les classes dites dangereuses. La révolte des Canuts en 1831 montre bien que c'est le grand moment où les bourgeois s'interrogent et s'inquiètent des classes laborieuses, de la population, vont associer les ouvriers à la délinquance. Et c'est là qu'un certain nombre d'intellectuels comme Saint-Simon, Auguste Comte, etc., vont commencer à s'intéresser à ces classes dites dangereuses pour justement, et à l'inverse de ce que l'on pense aujourd'hui, les intégrer et les contrôler.

— L P : Quand on parle de la naissance de la sociologie, il faut préciser ce qu'on veut dire. La naissance de la sociologie, ça peut être le développement de la méthode sociologique ou bien ça peut être la naissance de la sociologie en tant que discipline universitaire. Ce n'est pas exactement la même chose. On peut tracer les racines de l'analyse sociale : on peut remonter jusqu'au XVIII^e et même XVII^e siècle. Mais en tant que discipline universitaire soutenue par l'Etat, à mon avis, la naissance de la sociologie se trouve au début de la III^e République.

— S : Dans l'introduction qu'a faite Alain, un nom m'a chanté un peu à l'oreille et m'a fait penser à l'actualité : c'est celui de monsieur Saint-Simon. Tu sais sans doute

qu'il y a une fondation qui s'appelle la Fondation Saint-Simon où se retrouvent beaucoup de gens de tous horizons : médias, politique, voire syndicalisme, et qui cherchent à nous concocter une espèce d'unité vers un néo-capitalisme moderne. Je ne sais pas si c'est ce que tu as développé dans ton livre...

— L P : Monsieur Saint-Simon était un homme bien contradictoire et un homme dont les idées ont subi une transformation, des mutations, pendant sa carrière de penseur social. Au début, quand il a commencé d'écrire sur le social, il avait un grand mépris pour les ouvriers, pour la classe ouvrière. Avant sa mort, au début des années 1820, il a changé d'avis par rapport à ce qui concerne la classe ouvrière parce qu'il a vu qu'il y avait bien des divisions dans cette société qui n'étaient pas vraiment remarquées avant. Et à ce moment là, tard dans sa carrière, il devient un socialiste. Il n'est pas seulement un penseur social, il devient un socialiste. Bien entendu un socialiste utopiste.

Tu parles de la Fondation Saint-Simon, je crois que Saint-Simon attire toujours des disciples parce qu'en tant qu'utopiste il a prôné une société dirigée par des technocrates. Il était très très clair là-dessus. Ce n'était pas une société sans division de classes, sans une élite. Toute son idée était de diriger la société par une élite éclairée. Dans ce sens, il était vraiment un homme du XVIII^e siècle.

— S : Donc, des gens comme Serge July ou de grands dirigeants de la CFDT, et bien d'autres, pensent sans doute faire partie de cette élite, se sentent fidèles à la pensée de Saint-Simon. C'était un petit rappel pour expliquer ce qu'on lit dans les journaux en ce moment.

— A : Saint-Simon va ouvrir un courant d'idées. Et je crois que le premier qui systématisait un petit peu les idées de Saint-Simon, c'est Frédéric Le Play. Tu peux peut-être préciser...

— L P : Avant de parler de Le Play, on peut retourner à la question de Saint-Simon. Celui-ci n'était pas réactionnaire parce que la sociologie n'est pas tout à fait réactionnaire. Quand on analyse la société, on est forcément obligé d'analyser les différences entre les catégories sociales. Dans ce sens-là, Saint-Simon était très critique dans son contexte historique. Mais si on reprend les idées de Saint-Simon actuellement, elles ne sont plus critiques des divisions entre catégories sociales. On peut parler de Le Play. Si on saute de Saint-Simon à Frédéric Le Play, on saute une bonne cinquantaine d'années. Et à mon avis, Frédéric Le Play était un pionnier des investigations, des enquêtes sociales sur le champ, il a visité surtout des travailleurs, des familles de travailleurs, des familles ouvrières. Il a décrit leur façon de vivre, leur alimentation, leurs idées, leurs mentalités. Je crois que Le Play a été très important dans le développement de la méthode sociologique par ses enquêtes sur le champ. Mais ce qu'il représente sur le plan politique, c'est bien le Second Empire, parce qu'il était un sociologue paternaliste.

— S : Quand tu décris le travail de Le Play ou d'autres sociologues est-ce que leurs travaux étaient envoyés aux gens qui avaient servi de base à ces travaux, c'est-à-dire au peuple lui-même. Est-ce que ces travaux ont servi à un certain nombre de gens dans les classes populaires à prendre conscience de leur propre vie, ou bien est-ce que c'était réservé à une certaine élite ?

— L P : C'était certainement réservé à une élite parce que le but de cette sociologie était de contrôler les réactions et même les revendications de la classe ouvrière. Il faut

dire que pendant le Second Empire, il y avait une certaine effervescence politique en ce qui concerne les ouvriers. Napoléon III était bien conscient de tout ça. Napoléon connaissait Frédéric Le Play. Mais ce n'était pas une société démocratique et libérale. C'était une société paternaliste et autoritaire, donc cette sociologie convient parfaitement à cette époque parce que c'est une sociologie paternaliste et autoritaire.

— A : Revenons à l'histoire de la sociologie. Mais pour parler de

— L P : Il ne faut pas attendre les travaux de Marx. Il y avait bien des observateurs, des penseurs sociaux, qui ont parlé de ces conflits de classes avant Marx. Et Marx lui-même dit dans *Le Capital*, ou dans un autre livre, que tout ce qu'il a appris sur les classes, il l'a lu chez Balzac.

— A : Tu laisses un très long passage à la littérature et on voit quel est l'apport d'Honoré de Balzac à la naissance de la sociologie. Mais tu dis aussi que Balzac a une vision conservatrice de ces classes sociales.



cette histoire, il est important de revenir sur l'histoire sociale. On a parlé tout à l'heure de la révolution car elle n'a pas gommé les différences, les inégalités sociales. Il faut attendre la révolte des Canuts en 1831 pour qu'enfin un certain nombre d'intellectuels, de libéraux, s'interrogent sur ces classes qu'ils nomment à l'époque dangereuses.

— L P : Tu as parlé de la loi Le Chapelier et de 1791. C'est très important, parce que cette loi interdit l'expression de sentiments coopératifs et de classe, c'est-à-dire des divisions qui existaient dans la société française pendant la Révolution française. Mais il y a bien des gens qui ont essayé d'exprimer leur perception des inégalités qui existaient pendant la révolution : Babeuf, Jacques Roux, Hébert, etc. Mais ils étaient soigneusement et brutalement réprimés pendant la révolution et pendant la dictature de Napoléon.

— A : Quand on lit le code civil, donc le code napoléonien, c'est assez fabuleux au niveau de l'impossibilité pour les classes défavorisées de se faire entendre. C'est vraiment le code bourgeois dans la plus belle des caricatures.

— L P : On peut aussi parler du livre que les ouvriers étaient obligés de porter jusque vers les années 1890 par exemple. C'est assez clair que c'est une révolution qui a favorisé le pouvoir et les privilèges de cette classe bourgeoise.

— A : Je cite un passage du code civil : « La législation doit toujours être en faveur du propriétaire ». Sans commentaire. On voit bien que tout l'appareil juridique, tout l'appareil idéologique — et on le voit avec les premiers sociologues : Saint-Simon, Frédéric Le Play — évitent de reconnaître qu'il y a des divisions, évitent de reconnaître qu'il y a des classes sociales. Alors on va parler de hiérarchie sociale, mais on ne va absolument pas mener de débat sur les luttes de classes. Il faudra attendre les travaux de Marx pour que cela commence à se faire entendre dans la société française et ailleurs.

— L P : Conservatrice, mais assez objective. Je crois que c'est lié au fait que lui était déclassé. C'était un petit-bourgeois qui a reçu une éducation impressionnante et qui a toujours vécu avec les classes dites supérieures : les bourgeois ou les aristocrates pendant la période de la Restauration ou de la monarchie de Juillet. Mais il faut retourner à l'histoire sociale pour comprendre la naissance de la sociologie. Il faut dire que pendant la révolution et pendant la dictature napoléonienne, la classe ouvrière ou les ouvriers étaient bien encadrés. Encadrés idéologiquement par ce mythe révolutionnaire : le mythe de la nation, et encadrés de force par les moyens les plus brutaux, les plus répressifs. Pendant les années 1820, alors que l'industrie a réellement commencé à s'installer en France, on voit les premiers sursauts de la classe ouvrière, les mouvements de grève, etc. C'est à ce moment-là que Saint-Simon commence à voir les ouvriers avec un œil tout à fait différent. Et les classes dominantes commencent à avoir peur de la classe ouvrière. Elles parlent des classes laborieuses et des classes dangereuses.

— A : Est-ce que tu peux dire quelques mots encore sur cette période-là. Comment tu articules l'histoire sociale et la petite histoire de la sociologie naissante avant le Second Empire ?

— L P : Les divisions de classes se sont accentuées pendant la Restauration et la monarchie de Juillet. Mais il y avait bien des problèmes de contrôle social et politique. Et donc, pendant cette période, surtout la monarchie de Juillet, il y avait beaucoup d'enquêtes qui étaient faites sur la classe ouvrière. Il y avait bien des prédictions de troubles sociaux qui ont précédé la Révolution de février 1848. Et on sait bien que les journées de juin 1848 ont amené ce que Marx a appelé la première véritable guerre entre les classes sociales. Ça a précédé le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte et cette période de vingt ans de dépression de la classe ouvrière.